

- BENIN
- BURKINA FASO
- CENTRAFRIQUE
- COMORES
- CONGO
- COTE D'IVOIRE
- FRANCE
- GABON
- CAMEROUN
- SIEGE**



- GUINEE BISSAU
- GUINEE EQUATORIALE
- MADAGASCAR
- MALI
- MAURITANIE
- NIGER
- SENEGAL
- TCHAD
- TOGO

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL


LE NETTOYAGE ET L'ENTRETIEN DES LOCAUX DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ASECNA

ASECNA/DETD/2210/2022

(Prière mentionner cette référence dans toute correspondance avec l'ASECNA)

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Financement : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ASECNA

 <p>CERTIFIEE BAKI ISO 9001 v. 2008</p>	<p>Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)</p> <p>DIRECTION DES ETUDES ET PROJETS (DET)</p> <p>Route de la Corniche des Almadies B.P: 8163 DAKAR-YOFF SENEGAL</p>	<p>AVRIL 2022</p>
---	---	------------------------------

SOMMAIRE

<u>PARTIE I : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES</u>	3
Section I : Instructions aux Soumissionnaires	4
Section II : Données Particulières de l'Appel d'Offres	28
Section III : Critères d'évaluation et de qualification.....	35
Section IV : Formulaires de soumission.....	44
<u>PARTIE II : PROGRAMME D'ACTIVITES</u>	79
Section V : Programme d'activités	80
<u>PARTIE III : MARCHE</u>	81
Section VI : Cahier de clauses et Conditions Administratives Générales Applicables aux Marchés de Fournitures Courantes et de Prestations de Services (CCAG-FCS).....	82
Section VII : Cahier des Clauses Administratives Particulières.....	122
Section VIII : Spécifications de performance et dessins	144
Section IX : Formulaires de marchés	145

PARTIE I : PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES

Section I : Instructions aux Soumissionnaires

Table des matières

A.	REGLEMENTATION APPLICABLE	6
B.	Généralités	6
	1. Objet du marché	6
	2. Origine des fonds	6
	3. Fraude et corruption	7
	4. Candidats admis à concourir	8
	5. Qualifications des soumissionnaires	10
C.	Dossier d'appel d'offres	12
	6. Contenu du Dossier d'appel d'offres	12
	7. Eclaircissements apportés au DAO	13
	8. Modifications apportées au DAO	13
D.	Préparation des offres	14
	9. Frais de soumission	14
	10. Langue de l'offre	14
	11. Documents constitutifs de l'offre	14
	12. Formulaire d'offre et bordereaux des prix	15
	13. Variantes	15
	14. Prix de l'offre et rabais	16
	15. Monnaies de l'offre et de paiement	16
	16. Documents attestant que le candidat est admis à concourir	16
	17. Documents constituant la proposition technique	17
	18. Documents attestant des qualifications du soumissionnaire	17
	19. Période de validité des offres	17
	20. Garantie de soumission	17
	21. Forme et signature de l'offre	19
E.	Remise des Offres et Ouverture des plis	19
	22. Cachetage et marquages des offres	19
	23. Date et heure limite de remise des offres	20
	24. Offres hors délai	20
	25. Retrait, substitution et modification des offres	20
	26. Ouverture des plis	21
F.	Evaluation et comparaisons des offres	21
	27. Confidentialité	21
	28. Éclaircissement concernant les offres	22
	29. Conformité des offres	22
	30. Non-conformité, erreurs et omissions	23
	31. Examen préliminaire des offres	23

32.	Examen des conditions	24
33.	Evaluation technique des offres	24
34.	Marge de préférence	24
35.	Évaluation financière des offres.....	24
36.	Comparaison des offres.....	25
37.	Vérification à posteriori des qualifications du soumissionnaire	25
38.	Droit de l’ASECNA d’accepter l’une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres	26
G.	Attribution du Marché.....	26
39.	Critères d’attribution	26
40.	Notification de l’attribution du Marché	26
41.	Mise au point du Marché	27
42.	Signature du Marché	27
43.	Notification du marché au titulaire	27
44.	Garantie de bonne exécution.....	27

A. REGLEMENTATION APPLICABLE

En présentant son offre, le soumissionnaire accepte la totalité, sans restriction, des conditions générales et particulières qui régissent ce marché, comme étant la seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente auxquelles il déclare renoncer. Les soumissionnaires sont réputés avoir examiné attentivement tous les formulaires, instructions, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans ce Dossier d'Appel d'Offres et s'y conformer. Le soumissionnaire qui ne fournit pas dans les délais requis toutes les informations et tous les documents nécessaires verra son offre rejetée.

Les présentes Instructions aux Soumissionnaires (IS) définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions dans le cadre du présent appel d'offres, en conformité avec la Règlementation des Marchés de Toute Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN).

B. Généralités

1. Objet du marché

1.1 L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne ci-après désignée « Maître d'Ouvrage » ou « ASECNA », publie le présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en vue de la réalisation Services spécifiés à la Section V, Spécifications techniques, bordereau des quantités et de prix. La désignation, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'Appel d'Offres (**AO**) figurent dans les **DPAO**.

1.2 Tout au long du présent DAO :

- a) le terme « par écrit » signifie communiqué sous forme écrite avec accusé de réception ;
- b) si le contexte l'exige, le singulier désigne le pluriel, et vice versa ; et
- c) le terme « jour » désigne un jour calendaire ;
- d) pour le reste, les définitions et interprétations seront comme il est prescrit à l'article 2 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (**CCAG-FCS**).

2. Origine des fonds

2.1 L'origine des fonds budgétisés pour le financement du Marché faisant l'objet du présent appel d'offres est indiquée dans les **DPAO**. L'ASECNA a prévu d'utiliser une partie des crédits ainsi budgétisés pour effectuer les paiements autorisés au titre du Marché.

2.2 L'ASECNA n'effectuera les paiements au titre du Marché qu'à la demande du Prestataire et après les avoir approuvés, conformément aux modalités de paiement contenues dans le Marché. Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions du Marché. Aucune partie autre que le Prestataire ne peut se prévaloir de

l'un quelconque des droits stipulés dans un document constitutif du Marché ni prétendre détenir une créance sur le montant du Marché sauf en cas de nantissement.

3. Fraude et corruption

3.1 L'ASECNA a pour politique de requérir des soumissionnaires, fournisseurs, entreprises et prestataires de services prenant part aux marchés passés en son nom, d'observer les normes d'éthique les plus élevées lors de la passation et de l'exécution de ses Marchés. A cet effet, elle inclut dans les Dossiers d'Appel d'Offres des dispositions contre la corruption.

3.2 En application de cette politique, l'ASECNA interdit ces pratiques et définit les expressions y relatives ci-dessous de la façon suivante :

- a) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage, directement ou indirectement, en vue d'influencer l'action d'un agent de l'ASECNA au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché,
- b) se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- c) « pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'ASECNA en aient connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- d) «pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ; et
- e) « Pratique obstructive » signifie: e.1) détruire, falsifier, altérer ou dissimuler les preuves matérielles d'une enquête ou faire des déclarations erronées à des enquêteurs en vue de nuire à une enquête visant des allégations de pratiques de corruption, frauduleuses, coercitives, collusives ou interdites ; e.2) menacer, harceler ou intimider des parties afin de les empêcher de révéler ce qu'elles savent de questions qui font l'objet de l'enquête ou les empêcher de poursuivre l'enquête; et e.3) agir de sorte à empêcher l'exercice des droits d'inspection et d'audit effectué par l'ASECNA ou commandité par elle.

3.3 Dans ce cadre, l'attention des soumissionnaires est attirée sur le contenu des articles 83, 84 et 85 de la Règlementation des Marchés de Toutes Natures passés au nom de l'ASECNA (RMTN) du 04 juillet 2013 définissant les sanctions en matière de pratiques frauduleuses et anticoncurrentielles, d'actes de corruption, sans préjudice des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en la matière.

3.4 L'ASECNA, à la suite de ses propres investigations et conclusions, menées conformément à ses procédures :

- a) rejettera une proposition d'attribution si elle se rend compte que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption

ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires pour l'attribution de ce marché;

- b) annulera la fraction du financement affectée aux services s'il est établi qu'à un moment donné, ses agents en complicité avec le soumissionnaire ou le titulaire, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché, se sont livrés à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché ; et
- c) déclarera un Prestataire inéligible, soit indéfiniment soit pour une période déterminée, aux marchés passés en son nom si, à un moment donné, celui-ci s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, lors de la procédure de passation ou de l'exécution du Marché. Dans ce cas, le Prestataire se voit frappé d'interdiction de participer aux marchés passés au nom de l'ASECNA pour une période qu'elle aura déterminée.

3.5 L'ASECNA se réserve le droit, lorsqu'il a été établi par un organisme national ou international qu'un Prestataire s'est livrée à la corruption ou à la fraude, de déclarer ce Prestataire inéligible, pour une période donnée, aux marchés passés en son nom.

3.6 L'ASECNA pourra, si elle le juge utile, inclure dans les marchés passés en son nom une disposition exigeant des soumissionnaires, prestataires, entreprises, et consultants de l'autoriser à inspecter leurs comptes et registres relatifs à l'exécution du marché et de les faire vérifier par des commissaires aux comptes qu'elle aura désignés.

3.7 Toute communication entre le Soumissionnaire et l'ASECNA ayant trait à des allégations de fraude ou corruption doit être échangée par écrit.

3.8 L'ASECNA déclare que la négociation, la passation, et l'exécution du Marché n'a pas donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à des actes constituant ou pouvant constituer une infraction de corruption au sens de la convention de l'OCDE du 17 décembre 1997 relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers.

4. Candidats admis à concourir

4.1 L'Avis d'Appel d'Offres publié par l'ASECNA, s'adresse à toutes les personnes physiques ou morales répondant aux critères d'éligibilité définis dans les **DPAO** et remplissant toutes les conditions d'admissibilité aux marchés de l'ASECNA, telles que définies dans la Règlementation des Marchés de Toutes Nature passés au nom de l'ASECNA (RMTN), en son article 50 et sous réserve des dispositions suivantes:

- a) les Soumissionnaires (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du Soumissionnaire) ne doivent pas être associés, ou avoir été associés dans le passé, à un Prestataire ou Société (ou affiliés à un Prestataire ou Société) qui a fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre de l'Appel d'Offres.
- b) le Soumissionnaire ne doit pas avoir fait l'objet d'une décision d'exclusion prononcée par l'ASECNA pour corruption, ou pour manœuvres frauduleuses.

- 4.2 Une personne physique ou morale d'un pays inéligible peut être exclue:
- a) si la loi ou la réglementation du pays où les services seront réalisés, interdit les relations commerciales avec le pays de la personne physique ou morale; ou
 - b) si, en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, l'Union Africaine, l'Union Européenne, le Gouvernement du pays où les services sont réalisés, interdit toute importation de biens ou de services en provenance du pays de la personne physique ou morale, ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.
- 4.3 Les soumissionnaires doivent s'engager, sur la base du modèle d'engagement environnemental et social joint en annexe, à :
- a) respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement;
 - b) mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par l'ASECNA.
- 4.4 Chaque soumissionnaire ne présentera qu'une offre, à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement. Un soumissionnaire qui présente plusieurs offres, ou qui participe à plusieurs offres (à l'exception des variantes présentées en vertu de la Clause 13 des présentes IS) sera disqualifié. Cependant, sauf mention contraire stipulée dans les **DPAO**, ceci n'exclut pas la possibilité pour un sous-traitant d'apparaître dans plusieurs offres, en qualité de sous-traitant seulement.
- 4.5 Un Soumissionnaire, et toutes les parties constituant le Soumissionnaire, peuvent avoir la nationalité de tout pays (sous réserve des clauses 4.1 et 4.2 des présentes IS). Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s'il en est ressortissant ou s'il y est constitué en société, fondée et enregistrée dans ce pays, et fonctionnant conformément au droit de ce pays. Ce même critère s'appliquera à la détermination de la nationalité de ses sous-traitants et de ses fournisseurs pour toute partie du Marché, y compris les services connexes.
- 4.6 Les soumissionnaires peuvent être des personnes physiques, des entités privées, des entités publiques sous réserve des dispositions de la clause 4.7 des présentes IS ou

- 4.7 toute combinaison entre elles avec une volonté formelle de conclure un accord ou ayant conclu un accord de groupement. En cas de groupement :
- a) Sauf spécification contraire dans les **DPAO**, toutes les parties membres sont solidairement responsables.
 - b) les associés désigneront un mandataire qui aura l'autorité de représenter tous les membres du groupement ou du consortium durant la procédure d'Appel d'Offres et, en cas d'attribution du Marché au groupement ou consortium, durant l'exécution du Marché.
- 4.8 Les entreprises publiques sont uniquement admises à participer si elles peuvent démontrer :
- a) qu'elles jouissent d'une autonomie juridique et financière;
 - b) qu'elles sont gérés selon les règles du droit commercial;
 - c) qu'elles ne sont pas une Agence dépendant d'une Administration Publique; et
 - d) qu'elles ne jouissent pas de l'immunité de juridictions et d'exécution, à moins de s'engager à y renoncer.
- 4.9 Les Soumissionnaires doivent fournir toutes pièces que l'ASECNA peut raisonnablement demander, établissant à sa satisfaction qu'ils continuent d'être admis à concourir.

5. Qualifications des soumissionnaires

- 5.1 Les Soumissionnaires fourniront en utilisant les formulaires de la Section III, une description préliminaire de la méthode de travail qu'ils entendent appliquer ainsi que du calendrier de travail, y compris plans et tableaux, le cas échéant.
- 5.2 Afin d'établir qu'ils possèdent les qualifications requises pour exécuter le Marché, les Soumissionnaires devront fournir les informations et documents suivants dans leur offre, en utilisant le formulaire de la Section III, sauf disposition contraire **figurant dans les DPAO** :
- (a) copies des documents originaux de constitution en société ou du statut légal, du lieu d'enregistrement et du siège de l'entreprise du Candidat ; une procuration écrite du signataire habilité ;
 - (b) montant total des prestations de services effectuées au cours de chacune des trois (3) années précédentes ;
 - (c) expérience en matière de réalisation de prestations similaires, y compris étendue et montant de chacun d'eux, pour les trois (3) années précédentes, informations détaillées des prestations en cours et des engagements contractuels ; nom et coordonnées des clients pouvant fournir des renseignements relatifs à ces marchés ;

- (d) principaux équipements ou matériels proposés pour l'exécution du Marché ;
- (e) qualifications et expérience du personnel technique et d'encadrement clé proposé pour exécuter le Marché ;
- (f) documents relatifs à la situation financière du Candidat, notamment les états financiers audités des trois (3) dernières années ;
- (g) preuves de l'adéquation du fonds de roulement destiné à l'exécution du Marché (accès à une (des) ligne(s) de crédit et disponibilité d'autres ressources financières) ;
- (h) autorisation de demander des références auprès des institutions bancaires dont le Candidat est client ;
- (i) informations relatives à des litiges, en cours ou ayant eu lieu au cours des cinq (5) dernières années, auxquels le Candidats est ou a été partie, y compris parties concernées, montant objet du litige et décision ;
- (j) propositions relatives aux éléments que le Candidat a l'intention de sous-traiter représentant plus de dix pour cent (10%) du montant du Marché. Le plafond imposé à la participation de sous-traitants est **spécifié dans les DPAO**.

5.3 Les soumissions présentées par un groupement de deux (2) entreprises ou plus réunies en partenariat seront régies par les dispositions suivantes, sauf disposition contraire **spécifiée dans les DPAO** :

- (a) la Soumission inclura toutes les informations requises à la clause 5.2 ci-dessus des IS pour chacun des partenaires du Groupement d'entreprises ;
- (b) la Soumission sera signée de manière à engager tous les partenaires ;
- (c) tous les partenaires seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution du Marché conformément aux dispositions du C.C.A.P. ;
- (d) l'un des partenaires sera désigné mandataire, et sera autorisé à recevoir les paiements et les instructions pour et au nom de tous les partenaires du Groupement d'entreprises; et
- (e) l'exécution de la totalité du Marché, y compris les paiements, sera effectuée exclusivement en relation avec le partenaire désigné en qualité de mandataire ;
- (f) une copie de l'Accord de Groupement d'entreprises conclu par les partenaires sera déposé en même temps que la soumission; ou, une Lettre d'intention de souscrire à un accord de Groupement d'entreprises au cas où le Marché lui était attribué sera signée par tous les partenaires et déposée avec la Soumission accompagnée d'une copie du projet d'Accord.

5.4 Pour être admis à l'attribution du marché, les Candidats devront satisfaire aux critères de qualification minimum suivants :

- (a) avoir effectué des prestations de services d'un montant moyen annuel correspondant au moins au multiple du chiffre d'affaires annuel moyen du candidat spécifié dans les DPAO durant la période de temps **spécifiée dans les DPAO** ;
- (b) avoir une expérience de prestataire de services correspondant au moins au nombre de marchés de même nature et complexité que ceux spécifiés dans les DPAO pour la période de temps **spécifiée dans les DPAO** (pour être admises, ces activités doivent être terminés au moins pour soixante-dix pour cent) ;
- (c) démontrer la disposition (en propriété, en bail, en location, etc.) en temps opportun des équipements ou matériels essentiels **spécifiés dans les DPAO** ;
- (d) offrir un responsable des prestations ayant au moins cinq (5) ans d'expérience de prestations de nature et de volume équivalents ayant occupé le poste de responsabilité pendant au moins trois (3) ans ; et
- (e) disposer d'avoirs en liquidités et/ou de facilités de crédit, nets d'autres engagements contractuels et de toute avance qui serait versée en vertu du Marché, d'un montant au moins équivalent au montant **spécifié dans les DPAO**.

Un Candidat ou un partenaire d'un Groupement d'entreprises ayant fait l'objet de nombreux litiges ou ayant perdu de nombreux litiges pourra se voir exclu.

- 5.5 Les montants relatifs à chaque partenaire d'un Groupement d'entreprises seront additionnés pour établir la conformité du Candidat aux critères minima de qualification énoncés aux clauses 5.4 (a) et (e) des IS; toutefois, pour qu'un Groupement d'entreprises soit admis, chacun des partenaires doit satisfaire pour vingt-cinq pour cent (25%) au moins aux critères minima des clauses 5.4(a), (b) et (e) des IS s'appliquant à chaque Candidat individuel; le partenaire désigné responsable doit satisfaire à ces critères minima pour au moins quarante pour cent (40%). La Soumission d'un Groupement d'entreprises qui ne satisfait pas à ces conditions sera rejetée.
- 5.6 Les expériences et les ressources des sous-traitants ne seront pas prises en compte pour établir la conformité aux critères de qualification du Candidat, sauf disposition contraire **énoncée dans les DPAO**.

C. Dossier d'appel d'offres

6. Contenu du Dossier d'appel d'offres

- 6.1 Le **DAO** comprend les Parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les Sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à la clause 8 des IS.

PREMIÈRE PARTIE : Procédures d'appel d'offres

- Section I. Instructions aux Soumissionnaires (IS)
- Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)
- Section III. Critères d'évaluation et de qualification

- Section IV. Formulaires de soumission, et d'Informations relatives aux Candidats

DEUXIÈME PARTIE : Programme d'Activités

- Section V. Programme d'Activités

TROISIÈME PARTIE : Marché

- Section VI. Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)
- Section VII. Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- Section VIII. Spécifications de performance et Dessins (le cas échéant)
- Section IX. Formulaires du marché

- 6.2 L'Avis d'Appel d'Offres (**AAO**) émis par l'ASECNA ne fait pas partie du **DAO**.
- 6.3 Le soumissionnaire doit obtenir le **DAO** et ses additifs, s'il y a lieu, de la source indiquée dans l'**AAO** ; sinon, l'ASECNA ne sera pas responsable de l'intégrité du **DAO** et de ses additifs.
- 6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le **DAO**. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le **DAO**. Toute carence à cet égard peut entraîner le rejet de son offre.

7. Eclaircissements apportés au DAO

- 7.1 Tout candidat éventuel désirant des éclaircissements sur les documents contactera l'ASECNA, par écrit, à l'adresse indiquée dans les **DPAO**. L'ASECNA répondra par écrit, au plus tard cinq (5) jours ouvrables avant la date limite de dépôt des offres, à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard dix (10) jours ouvrables avant la date limite de dépôt des offres. Elle adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le **DAO** directement auprès de la source indiquée dans l'**AAO**. Au cas où l'ASECNA jugerait nécessaire de modifier le **DAO** suite aux éclaircissements fournis, elle le fera conformément à la procédure stipulée à la clause 8 et à la clause 24.2 des IS.
- 7.2 Le Candidat, sous sa propre responsabilité et à ses propres risques, est encouragé à visiter et à examiner le Site des prestations ainsi que les environs et à réunir toutes les informations nécessaires à la préparation de son offre et à l'exécution des prestations. Le Candidat assumera tous les frais relatifs à la visite du site.

8. Modifications apportées au DAO

- 8.1 L'ASECNA peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le **DAO** en publiant un additif.
- 8.2 Tout additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du **DAO** et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le **DAO** directement de la source indiquée dans l'**AAO**.

8.3 Afin de laisser aux candidats éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs offres, l'ASECNA peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à la clause 24.2 des IS.

D. Préparation des offres

9. Frais de soumission

9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'ASECNA n'est en aucun cas responsable de ces frais ni tenue de les régler, quels que soient le déroulement et l'issue de la procédure d'appel d'offres.

10. Langue de l'offre

10.1 L'offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'ASECNA seront rédigés en français. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction en français, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction en français fera foi.

11. Documents constitutifs de l'offre

11.1 L'offre comprendra les documents suivants :

- a) le formulaire d'offre ou la lettre de soumission de l'offre (suivant le format indiqué à la Section III);
- b) la garantie de soumission établie conformément aux dispositions de la clause 21 des IS ;
- c) le Programme d'Activités chiffré ;
- d) les offres variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13 des IS ;
- e) la confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 22 des IS ;
- f) des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 16 des IS que le Soumissionnaire est admis à concourir, y compris le Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire et le cas échéant, les Formulaires de Renseignements sur les membres du groupement ;
- g) un engagement du Soumissionnaire attestant qu'il a pris connaissance et s'engage à respecter les normes d'Ethique en matière de marchés à l'ASECNA, en remplissant le formulaire fourni à la Section IV, Formulaires de soumission ;
- h) des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 19 des IS que le Soumissionnaire possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché si son offre

est retenue en conformité avec les exigences de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification ;

- i) la proposition technique, conformément aux dispositions de la clause 18 des IS ;
- j) des attestations justifiant qu'il a satisfait à ses obligations à l'égard de la Caisse de Sécurité sociale, de l'Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES), des services chargés des recouvrements fiscaux et de l'inspection du Travail ; et
- k) tout autre document stipulé dans les **DPAO**.

Les documents prévus aux alinéas a), b), c), e), h) et i) sont obligatoires. S'ils ne sont pas fournis ou sont fournis mais incomplets ou non conformes ou inacceptables en l'état, cela entraînera le rejet de l'offre.

Quant aux documents prévus aux alinéas d), f), g), k) et j) non fournis ou fournis mais incomplets, non conformes ou inacceptables en l'état, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'ASECNA pour prononcer l'attribution provisoire.

- 11.2 En sus des documents requis à la clause 11.1 des IS, l'offre présentée par un groupement d'entreprises devra inclure soit une copie de l'accord de groupement liant tous les membres du groupement, ou une lettre d'intention de constituer le groupement en cas d'attribution du marché, signée par tous les membres et accompagnée du projet d'accord de groupement.

12. Formulaire d'offre et bordereaux des prix

- 12.1 Le Candidat soumettra son offre en remplissant le formulaire d'offre fourni à la Section IV, Formulaires de soumission, sans apporter aucune modification à sa présentation, et aucun autre format ne sera accepté. Le formulaire de soumission de l'offre doit être utilisé tel quel et toute réserve ou divergence majeure entraînera le rejet de l'offre. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.
- 12.2 Le Soumissionnaire présentera le Programme d'Activités chiffré à l'aide du formulaire figurant à la Section IV, Formulaires de soumission.

13. Variantes

- 13.1 Des offres variantes ne seront pas prises en compte sauf **disposition spécifique contraire dans les DPAO**. Si ces offres sont admises, les dispositions ci-après s'appliqueront et les **DPAO** spécifieront l'option retenue :
- a) Première option : un Soumissionnaire pourra présenter des soumissions variantes en même temps que son offre pour la solution requise (solution de base) et l'ASECNA ne prendra en compte que les soumissions variantes présentées par le Soumissionnaire dont la soumission de base aura été jugée la moins disante, ou
 - b) Deuxième option: un Soumissionnaire pourra déposer une Soumission variante en même temps que sa Soumission de base, ou non. Toutes les Soumissions de base ainsi que les Soumissions variantes satisfaisant aux spécifications techniques et aux exigences

d'exécution conformément à la Section VI seront évaluées sur la base de leurs propres mérites.

14. Prix de l'offre et rabais

- 14.1 Le Marché comprendra la totalité des Services tels que décrits à l'Annexe A du Marché et dans les Spécifications Section VII basé sur le Programme d'Activités chiffré (Section IV), présenté par le Soumissionnaire.
- 14.2 Le Soumissionnaire indiquera les prix de tous les éléments des Services décrits dans les spécifications (ou les termes de référence) Section VII et indiqués dans le Programme d'Activités, Section IV. Le prix à indiquer sur le formulaire d'offre, conformément aux dispositions de la clause 12.1 des IS, sera le prix total de l'offre, hors tout rabais éventuel. Les éléments pour lesquels aucun prix ne sera indiqué ne seront pas payés par l'ASECNA lorsqu'ils seront exécutés et seront réputés avoir été inclus dans les autres prix figurant dans le Programme d'activités.
- 14.3 Sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**, les prix offerts par le Soumissionnaire seront réputés fermes, conformément à l'article 11/1/1 du **CCAG-FCS** et ne pourront varier en aucune manière. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de la clause 29 des IS, sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**. Cependant, si les **DPAO** prévoient que les prix seront révisibles pendant la période d'exécution du Marché, une offre à prix ferme ne sera pas rejetée, mais le coefficient de révision considéré comme égal à zéro.
- 14.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais sur le formulaire d'offre conformément aux dispositions de la clause 12.1 des IS.
- 14.5 Sauf stipulations contraires dans les **DPAO**, les prix proposés dans le Programme d'Activités chiffré, seront réputés hors taxes (HT). Cependant, tous les droits, taxes et autres redevances qu'il appartient au Prestataire de payer en vertu du Marché, ou pour une autre raison, à la date de 28 jours précédant la date limite de dépôt des Soumissions, seront inclus dans le prix total de l'offre présentée par le Soumissionnaire.
- 14.6 Le Soumissionnaire fournira un sous détail de la rémunération forfaitaire afin de déterminer la rémunération de services supplémentaires, en cours d'exécution du Marché, le cas échéant, sous la forme des Annexes D et E du Marché.

15. Monnaies de l'offre et de paiement

- 15.1 Les offres seront libellées en FCFA, sauf stipulation contraire figurant dans les **DPAO**.

16. Documents attestant que le candidat est admis à concourir

- 16.1 Pour établir qu'il est admis à concourir en application des dispositions de la clause 4 des IS, le Soumissionnaire remplira les déclarations d'admissibilité figurant dans le formulaire d'offre et

le Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire, inclus à la Section IV, Formulaires de soumission.

17. Documents constituant la proposition technique

17.1 Le Soumissionnaire devra présenter une Proposition technique incluant un programme d'activités et les méthodes d'exécution prévues, la liste du matériel, du personnel, le calendrier d'exécution et tous autres renseignements demandés. La Proposition technique devra inclure tous les détails nécessaires pour établir que l'offre du Soumissionnaire est conforme aux exigences des spécifications et du calendrier d'exécution des prestations.

18. Documents attestant des qualifications du soumissionnaire

18.1 Pour établir qu'il possède les qualifications exigées à la clause 5 des IS pour exécuter le Marché, le Soumissionnaire fournira les pièces justificatives demandées dans les formulaires figurant à la Section III, Formulaires de soumission.

19. Période de validité des offres

19.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les **DPAO** après la date limite de soumission fixée par l'ASECNA. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'ASECNA.

19.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, l'ASECNA peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur offre. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une garantie de soumission en application de la clause 20 des IS, sa validité sera prolongée pour une durée correspondante. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions des clauses 14.5 et 19.3 des IS.

19.3 Dans le cas de marché à prix ferme, si l'attribution est retardée de plus de soixante (60) jours au-delà du délai initial d'expiration de la validité de l'offre, le prix du Marché peut être actualisé par un facteur spécifié dans la demande de prorogation. L'évaluation des offres sera basée sur le prix de l'offre sans prise en considération de l'actualisation susmentionnée.

20. Garantie de soumission

20.1 Sauf stipulation contraire dans les **DPAO**, le Soumissionnaire fournira l'original d'une garantie de soumission qui fera partie intégrante de son offre. Le montant de cette garantie et la monnaie dans laquelle elle sera libellée seront indiqués dans les **DPAO**.

20.2 La garantie de soumission se présentera sous la forme d'une garantie à première demande.

20.3 La garantie de soumission sera soumise soit à l'aide du formulaire de garantie de soumission figurant à la Section III, Formulaires de soumission ou sous une forme approuvée par l'ASECNA avant le dépôt des offres. Dans les deux (2) cas, le formulaire doit comporter le nom exact et complet du Soumissionnaire.

- 20.4 La garantie de soumission doit être émise par une source de renom située au Sénégal et agréée par le Ministère des Finances et acceptable par l’ASECNA.
- 20.5 La garantie de soumission d’un groupement doit être au nom du groupement qui a soumis l’offre. Si un groupement n’a pas été formellement constitué lors du dépôt de l’offre, la garantie de soumission doit être au nom de tous les futurs membres du groupement, conformément au libellé de la lettre d’intention mentionnée à la Clause 4.4 des IS. Cependant, lorsque le soumissionnaire est un groupement solidaire, la garantie peut être fournie par le mandataire pour le montant total de l’offre. Lorsque le soumissionnaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement peut fournir une garantie correspondant au montant des parties des fournitures qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour le montant total de l’offre.
- 20.6 La garantie de soumission demeurera valide pendant vingt (28) jours après l’expiration de la durée initiale de validité de l’offre, ou prorogée selon les dispositions de la clause 19.2 des IS, le cas échéant.
- 20.7 Toute offre non accompagnée d’une garantie substantiellement conforme, si pareille garantie est exigée en application de la clause 20.1 des présentes IS, sera écartée par l’ASECNA comme étant non conforme.
- 20.8 Les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées le plus rapidement possible après que l’ASECNA aura pris la décision d’attribution du marché.
- 20.9 La garantie de soumission du soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais possibles après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise.
- 20.10 La garantie de soumission peut être saisie :
- a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu’il aura spécifié dans le Formulaire d’offre ou la lettre de soumission, sous réserve des dispositions de la clause 19.2 des présentes IS ;
 - b) si le Soumissionnaire n’accepte pas la correction du montant de sa soumission, conformément aux dispositions de la Clause 31 des présentes IS ;
- ou
- c) s’agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier :
 - i) si le Soumissionnaire n’accepte pas la correction du montant de sa soumission, conformément aux dispositions de la Clause 30 des présentes IS ;
 - ii) manque à son obligation de signer le Marché en application de la clause 42 des présentes IS ; ou

- iii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de la clause 43 des présentes IS.

21. Forme et signature de l'offre

- 21.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre tels que décrits à la clause 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l'offre indiqué dans les **DPAO**, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.
- 21.2 L'original et toutes copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPAO**, qui sera jointe à la soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l'habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de l'offre, à l'exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de l'offre.
- 21.3 La soumission d'un groupement doit être conforme aux exigences ci-après:
 - (a) sauf si cela n'est pas exigé en application de l'article 4.6 a) des IS, elle doit être signée de manière à engager juridiquement tous les membres ; et
 - (b) elle doit inclure le pouvoir donné au Mandataire comme mentionné à l'article 4.6 b) des IS, signé par les personnes qui sont juridiquement habilités à signer au nom des membres du groupement.
- 21.4 Toute modification, ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire.

E. Remise des Offres et Ouverture des plis

22. Cachetage et marquages des offres

- 22.1 Le Soumissionnaire placera l'original de son offre et chacune de ses copies, y compris les variantes éventuellement autorisées en application de la clause 13 des IS, dans des enveloppes séparées et cachetées, portant la mention « ORIGINAL », « COPIE », « VARIANTE » ou « COPIE DE LA VARIANTE », selon le cas. Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée.
- 22.2 Les enveloppes intérieure et extérieure devront :
 - a) comporter le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre à l'ASECNA de renvoyer l'offre cachetée si elle a été déclarée hors délai conformément à la clause 25.1 des IS;
 - b) être adressées à l'ASECNA conformément à la clause 24.1 des présentes IS ;

- c) comporter le numéro d'identification de l'Appel d'Offres en application de l'article 1.1 des IS et toute autre identification indiquées dans les **DPAO** ;
- d) comporter la mention de ne pas les ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des plis en application de la clause 24.1 des présentes IS.

22.3 Si les enveloppes ne sont pas cachetées et marquées comme stipulé, l'ASECNA ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

23. Date et heure limite de remise des offres

23.1 Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée dans les **DPAO** et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans lesdites **DPAO**.

23.2 L'ASECNA peut, si elle le juge bon, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le **DAO** en application de la clause 8 des IS, auquel cas, tous ses droits et obligations et ceux des Soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.

24. Offres hors délai

24.1 L'ASECNA n'examinera aucune offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à la clause 24 des IS. Toute offre reçue après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.

25. Retrait, substitution et modification des offres

25.1 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de la clause 22.2 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait). La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :

- a) délivrées en application des clauses 22 et 23 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et
- b) reçues par l'ASECNA avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à la clause 24 des IS.

25.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de la clause 26.1 leur seront renvoyées sans avoir été ouvertes.

25.3 Aucune offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de dépôt des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre, ou d'expiration de toute période de prorogation de la validité.

26. Ouverture des plis

26.1 L'ASECNA procédera à l'ouverture des plis en présence des représentants désignés des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans les **DPAO**.

26.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Aucun retrait d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n'est pas lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE REMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Aucun remplacement d'offre ne sera autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n'est pas lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. Aucune modification d'offre ne sera autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n'est pas lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées.

26.3 Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toutes variantes éventuelles, l'existence d'une garantie de soumission si elle est exigée, et tout autre détail que l'ASECNA peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation. Toutes les pages du Formulaire d'offre et des bordereaux de prix seront visées par un minimum de trois représentants de l'ASECNA présents à la cérémonie d'ouverture. Aucune offre ne sera écartée à l'ouverture des plis, excepté les offres hors délai en application de la clause 25.1.

26.4 L'ASECNA établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, qui comportera au minimum :

- le nom du soumissionnaire et s'il y a retrait, remplacement de l'offre ou modification ;
- le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés ;
- et l'existence ou l'absence d'une garantie de soumission si elle est exigée.

Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer une feuille de présence.

F. Evaluation et comparaisons des offres

27. Confidentialité

27.1 Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du

Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.

27.2 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'ASECNA lors de l'examen, de l'évaluation, de la comparaison des offres et de la vérification de la capacité des candidats ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

27.3 Nonobstant les dispositions de la clause 28.2 des IS, entre le moment où les plis seront ouverts et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'ASECNA pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

28. Éclaircissement concernant les offres

28.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, l'ASECNA a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des éclaircissements sur son offre. Aucun éclaircissement apporté par un soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'ASECNA ne sera pris en compte. La demande d'éclaircissement de l'ASECNA, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix ni aucun changement substantiel de l'offre ne seront demandés, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'ASECNA lors de l'évaluation des offres en application de la clause 32 des IS.

28.2 L'ASECNA se réserve le droit de rejeter une offre au cas où un soumissionnaire n'apporte pas de réponse à une demande d'éclaircissement dans le délai fixé par la lettre de demande.

29. Conformité des offres

29.1 L'ASECNA établira la conformité de l'offre sur la base de sa seule teneur.

29.2 Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du **DAO**, sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omissions substantielles sont celles :

- a) qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiés dans le Marché ; ou
- b) qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au **DAO**, les droits de l'ASECNA ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou
- c) dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

29.3 L'ASECNA examinera les aspects techniques de l'offre en application de la clause 17 des IS, notamment pour s'assurer que toutes les exigences de la Section V (Programme d'activités) ont été satisfaites sans divergence ou réserve substantielle.

29.4 L'ASECNA écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel au **DAO** et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à la divergence, réserve ou omission substantielle constatée.

30. Non-conformité, erreurs et omissions

30.1 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux conditions de l'appel d'offres.

30.2 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou les documentations nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.

30.3 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'ASECNA rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :

- a) s'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de l'ASECNA, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- b) si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
- c) s'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus ; et
- d) s'il y a contradiction entre les quantités indiquées dans le bordereau de quantités et celles indiquées dans l'offre du soumissionnaire, celles indiquées dans le bordereau de quantités prévaudront et le prix total sera ainsi corrigé.

30.4 Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée.

31. Examen préliminaire des offres

31.1 L'ASECNA examinera les offres pour s'assurer que tous les documents et la documentation technique demandés à la clause 11 des IS ont bien été fournis et sont tous complets.

31.2 L'ASECNA confirmera que les documents et renseignements ci-après sont inclus dans l'offre. Au cas où l'un quelconque de ces documents ou renseignements manquerait, l'offre sera rejetée :

- 1) le formulaire de soumission de l'offre, conformément à la clause 12.1 des IS.
- 2) la garantie de soumission conformément à la clause 20 des IS.
- 3) le Programme d'Activités chiffré, conformément à la clause 12.2 des IS.
- 4) le pouvoir habilitant le signataire à engager le Soumissionnaire, conformément à la clause 21.2 des IS.
- 5) les pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 19 des IS que le Soumissionnaire possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché si son offre est retenue en conformité avec les exigences de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification ; et
- 6) la proposition technique, conformément aux dispositions de la clause 18 des IS.

32. Examen des conditions

- 32.1 L'ASECNA examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le CCAG et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.
- 32.2 Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres, l'ASECNA établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 30 des IS, elle écartera l'offre en question.

33. Evaluation technique des offres

- 33.1 L'ASECNA évaluera chacune des offres dont elle aura établi, à ce stade de l'évaluation, qu'elle était conforme pour l'essentiel.
- 33.2 Pour évaluer techniquement une offre, l'ASECNA n'utilisera que les critères et méthodes définis dans la présente clause à l'exclusion de tous autres critères et méthodes.
- 33.3 L'ASECNA évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 18 des IS pour confirmer que toutes les stipulations de la Section V, Spécifications techniques et plans et du **DAO**, sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.
- 33.4 Si, après l'évaluation technique, l'ASECNA établit que l'offre n'est pas conforme techniquement en application de la clause 30 des IS, elle écartera l'offre en question.

34. Marge de préférence

- 34.1 Sauf stipulation contraire dans les **DPAO**, aucune marge de préférence ne sera accordée.

35. Évaluation financière des offres

- 35.1 L'ASECNA évaluera financièrement chacune des offres dont elle aura établi, à ce stade de l'évaluation, qu'elle est conforme techniquement.
- 35.2 Pour évaluer financièrement une offre, l'ASECNA n'utilisera que les critères et méthodes définis dans les **DPAO** et dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, à l'exclusion de tous autres critères et méthodes.

- 35.3 Pour évaluer financièrement une offre, l'ASECNA prendra en compte les éléments ci-après :
- a) le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 14 des IS;
 - b) les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de la clause 30.3 ;
 - c) les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de la clause 14.4;
 - d) les prestations en régie lorsque prévues dans les spécifications ou le Programme d'activités ;
 - e) les ajustements imputables à l'application d'une marge de préférence, le cas échéant, conformément à la clause 34 des IS ;
 - f) comme indiqué dans les **DPAO**, les critères d'évaluation sélectionnés parmi ceux indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 35.4 Lors de l'évaluation du montant des offres, l'ASECNA exclura et ne prendra pas en compte :
- a) les sommes prévisionnelles éventuelles du Programme d'activités.
 - b) toute provision éventuelle pour révision des prix pendant la période d'exécution du Marché, lorsqu'elle est prévue dans l'offre ou l'effet estimé des formules de révision des prix ou d'actualisation, figurant dans les C.C.A.G. et C.C.A.P., appliquées durant la période d'exécution du Marché.
- 35.5 Si cela est prévu dans les **DPAO**, le présent **DAO** autorise les soumissionnaires à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet à l'ASECNA d'attribuer un ou plusieurs lots à un ou plus d'un soumissionnaire. La méthode d'évaluation pour déterminer la combinaison d'offres la moins-disante, compte tenu de tous rabais offerts dans le Formulaire d'offre, sera précisée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
- 36. Comparaison des offres**
- 36.1 L'ASECNA comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de la clause 35.3 des IS.
- 37. Vérification à posteriori des qualifications du soumissionnaire**
- 37.1 L'ASECNA s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et substantiellement conforme aux dispositions du **DAO**, possède bien les qualifications requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. L'ASECNA se réserve le droit d'accepter des déviations mineures par rapport aux exigences de qualification si elles n'affectent pas matériellement la capacité d'un Soumissionnaire à exécuter le marché.
- 37.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire et soumises par lui en application de la clause 18.1 des IS, sur les

éclaircissements apportés en application de la clause 28.1 des IS, le cas échéant, et la Proposition technique du Soumissionnaire.

37.3 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination ou à la vérification que le Soumissionnaire satisfait aux critères de qualification. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et l'ASECNA procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est capable d'exécuter le Marché de façon satisfaisante.

38. Droit de l'ASECNA d'accepter l'une quelconque des offres et de rejeter une ou toutes les offres

38.1 L'ASECNA se réserve le droit d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires.

38.2 L'ASECNA informera, par écrit, et dans les meilleurs délais, les soumissionnaires qui en font la demande écrite, des motifs qui l'ont conduit à ne pas attribuer ou notifier le marché ou à recommencer la procédure.

38.3 En cas d'annulation de l'appel d'offres, toutes les offres remises, et notamment les garanties de soumission, seront renvoyées aux soumissionnaires dans les meilleurs délais.

G. Attribution du Marché

39. Critères d'attribution

39.1 L'ASECNA attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au DAO, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

40. Notification de l'attribution du Marché

40.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, et dans les meilleurs délais, l'ASECNA notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue en même temps qu'il notifie également aux autres soumissionnaires les résultats de l'appel d'offres et leur restitue la garantie de soumission. Cette lettre de notification indiquera le montant que l'ASECNA paiera au Prestataire au titre de l'exécution du Marché.

40.2 La lettre de notification précisera le cas échéant, les corrections apportées au montant de l'offre. Si le Soumissionnaire n'accepte pas les corrections ainsi effectuées, son offre sera rejetée et la garantie de soumission peut être saisie.

40.3 L'ASECNA répondra rapidement par écrit à tout soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification des résultats selon les dispositions des clauses 38.1 et 38.2 ci-dessus, lui aura présenté par écrit, dans un délai de cinq (05) jours à compter de la date de réception de ladite lettre de notification, une requête en vue d'obtenir des informations sur le (ou les) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n'a pas été retenue.

41. Mise au point du Marché

41.1 Après la notification de l'attribution du marché et avant sa signature, l'ASECNA, si elle le juge nécessaire, invitera l'attributaire à la mise au point du marché. Ensemble, ils procéderont aux corrections et ajustements nécessaires, et le cas échéant, apporteront les précisions et les compléments aux pièces du marché. La mise au point du marché ne peut conduire à la remise en cause de la mise en concurrence initiale.

42. Signature du Marché

42.1 Dans les meilleurs délais après la notification de l'attribution du Marché et, éventuellement la mise au point du marché, l'ASECNA enverra au Soumissionnaire retenu l'acte d'engagement et le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

42.2 Dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de l'acte d'engagement, le Soumissionnaire retenu le signera ainsi que le CCAP, les datera et les renverra à l'ASECNA.

43. Notification du marché au titulaire

43.1 Dans les meilleurs délais après sa signature par le Directeur Général de l'ASECNA, le marché est notifié par l'ASECNA au titulaire avant expiration du délai de validité de l'offre. La notification consiste en une remise, par ordre de service, au titulaire d'un exemplaire original avec accusé de réception. La date de notification est celle l'accusé de réception.

43.2 Sauf dispositions contraires dans le C.C.A.P. la date de notification constitue le point de départ des délais contractuels d'exécution du marché. Le marché ne produit d'effet à l'égard du titulaire qu'à compter de la date de sa notification.

44. Garantie de bonne exécution

44.1 Dans le délai de trente (30) jours à compter de la date de notification, par l'ASECNA, du Marché au titulaire, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAP, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section VIII, Formulaires du Marché, ou tout autre modèle jugé acceptable par l'ASECNA.

44.2 Le défaut de production, par le Soumissionnaire retenu, de la garantie de bonne exécution susmentionnée ou le fait qu'il ne signe pas l'acte d'engagement, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du Marché et de saisie de la garantie de soumission.

44.3 Le cas échéant, l'ASECNA pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l'offre est jugée substantiellement conforme au **DAO** et classée la deuxième moins-disante, et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.

Section II : Données Particulières de l'Appel d'Offres

Table des matières

A. Généralités29

B. Dossier d'appels d'offres30

C. Préparation des offres.....31

D. Remise des offres et ouverture des plis32

E. Evaluation et comparaisons des offres33

F. Attribution du marché.....34

A. Généralités

1. IS 1.1	<p>Objet de l'appel d'offres : Le nettoyage et l'entretien des locaux du Siège de l'ASECNA</p> <p>Numéro de l'Appel d'Offres : <u>ASECNA/DETD/2210/2022 du 25 Avril 2022</u></p>
IS 1.1	<p>Nom et adresse de l'Autorité Contractante : Direction des Etudes et Projets ASECNA, Route de la corniche des Almadies à proximité du lieu de pèlerinage des Layènes, BP : 8163 Dakar – ALMADIES, Sénégal</p>
IS 1.1	<p>Objet de l'Appel d'Offres (AO) :</p> <p>Le nettoyage et l'entretien des locaux (Bureaux et Logements) de la Direction Générale de l'ASECNA.</p> <p>Numéro d'identification de l'Appel d'Offres (AO) : <u>2210/2022</u></p> <p>Nombre et numéro d'identification des lots faisant l'objet du présent AO :</p> <p>Les services objet du présent marché sont répartis en trois (3) lots distincts (voir Programme d'activités).</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Lot n°1</u> : locaux situés au Plateau, Fann et Colobane • <u>Lot n°2</u> : locaux situés à Yoff (Directions Techniques et San Marco) • <u>Lot n°3</u> : locaux situés aux Almadies (Immeuble KHALED) <p>Les prestataires peuvent présenter des offres pour plusieurs lots et être attributaires de plusieurs lots. Chaque lot attribué fera l'objet d'un marché séparé et reconductible d'année en année pour une durée maximale de trois (3) ans.</p> <p>Les prestataires qui désirent soumissionner pour plusieurs lots devront impérativement présenter une offre séparée pour chaque lot.</p> <p>Pour être attributaire de plusieurs lots à la fois, le soumissionnaire doit apporter les preuves qu'il dispose des qualifications nécessaires pour exécuter concomitamment ou en parallèle les services de plusieurs lots.</p>
2. IS	<p>Origine des fonds ou Source de financement du Marché :</p> <p>Budget de fonctionnement de l'ASECNA</p>
3. IS 3.1	<p>Candidats admis à concourir</p> <p>Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent.</p>
5. IS 5.2(j)	<p>Qualifications du soumissionnaire</p> <p>Le plafond à la participation des sous-traitants est de: Trente pour cent (30%)</p>

IS 5.2 à IS 5.6	(voir section III, critères d'évaluation et de qualification)
-------------------------------------	--

B. Dossier d'appels d'offres

IS 7.1	<p>Afin d'obtenir des clarifications uniquement, l'adresse de l'Autorité Contractante est la suivante : A l'attention du Directeur des Etudes et Projets, ASECNA, Route de la corniche des Almadies à proximité du lieu de pèlerinage des Layènes, BP 8163 Dakar-ALMADIES, Sénégal,</p> <p>adresse électronique : aos@asecna.org</p> <p>Votre demande doit parvenir à cette adresse au plus tard quinze (15) jours avant la date limite de dépôt des offres.</p> <p><i>Le présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO) est consultable ou téléchargeable sur le site institutionnel de l'ASECNA www.asecna.aero rubrique appels d'offres. Il est également recommandé à toute personne physique ou morale intéressée par le présent appel d'offres de s'enregistrer au moment de télécharger le DAO pour bénéficier des additifs et mises à jour éventuels.</i></p>
IS 7.2	<p>La visite des Sites qui est obligatoire dans le cadre du présent appel d'offres aura lieu le Mercredi 11 Mai 2022 à partir de 09 heures.</p> <p>Cette visite de sites sera suivie d'une réunion qui aura lieu le Mercredi 18 Mai 2022 à partir de 10 heures à la salle R+4 (Maurice RAJAOFETRA) sise à la Direction Générale de l'ASECNA à l'avenue Jean JAURES.</p> <p>Pour des renseignements complémentaires relatifs à la visite de sites et à la réunion, les potentiels soumissionnaires peuvent contacter :</p> <p style="text-align: center;"> Monsieur SIBITANG MINGO Aladjou <SIBITANGMINGOAla@asecna.org> Chef de Service Moyens Généraux et Achats du Siège Direction Générale Tél : 33 869 52 66 </p>

C. Préparation des offres

<p>10.</p>	<p>Langue de l'offre</p>
<p>IS 10.1</p>	<p>Les Instructions aux soumissionnaires s'appliquent.</p>
<p>11.</p>	<p>Documents constitutifs de l'offre</p>
<p>IS 11.1 (i)</p>	<p>Pour chaque lot, l'offre comprendra les documents suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) le formulaire d'offre ou la lettre de soumission de l'offre ; 2) une copie du reçu d'achat du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) ; 3) la confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de la clause 21.2 des IS ; 4) la garantie de soumission établie conformément aux dispositions de la clause 20 des IS ; 5) le Programme d'Activités chiffré avec le questionnaire dûment renseigné; 6) les offres variantes, si leur présentation est autorisée, conformément aux dispositions de la clause 13 des IS ; 7) des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 16.1 des IS que le Soumissionnaire est admis à concourir, y compris le Formulaire de renseignements sur le Soumissionnaire et le cas échéant, les Formulaires de Renseignements sur les membres du groupement ; 8) un engagement du Soumissionnaire attestant qu'il a pris connaissance et s'engage à respecter les normes d'Ethique en matière de marchés à l'ASECNA, en remplissant le formulaire fourni à la Section IV, Formulaires de soumission ; 9) des pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 18.1 des IS que le Soumissionnaire possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché si son offre est retenue en conformité avec les exigences de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification ; 10) la proposition technique, conformément aux dispositions de la clause 17.1 des IS ; 11) des attestations justifiant qu'il a satisfait à ses obligations à l'égard de la Caisse de Sécurité sociale, de l'Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES), des services chargés des recouvrements fiscaux et de l'inspection du Travail ;

	<p>12) une clé USB contenant tous les documents de l'offre en fichiers non compressés, imprimables et reproductibles ; et</p> <p>13) tout autre document stipulé dans les DPAO</p> <p>Ces pièces 1 à 13 doivent être impérativement présentées dans cet ordre et séparées par des onglets.</p>
13.	Variantes
IS 13.1	Les variantes ne pas sont autorisées.
IS 14.3	Les prix proposés par le Soumissionnaire seront fermes.
IS 14.5	Les prix proposés par le Soumissionnaires seront HT/HD
IS 15.1	Le prix de l'offre et les paiements au titre du Marché seront libellés en Francs CFA
IS 19.1	La période de validité de l'offre sera de cent quatre-vingt (180) jours.
IS 20.1	Une Garantie de soumission est requise par lot. Son montant est de deux (02) millions de Francs CFA pour chaque lot.
IS 21.1	Pour chaque lot, outre l'original de l'offre, le nombre de copies demandé est de : <u>Trois (3).</u>

D. Remise des offres et ouverture des plis

IS 21.2	La confirmation écrite de l'habilitation du signataire à engager le Soumissionnaire consistera en une délégation des statuts de la Société, un acte notarié ou tout autre document d'habilitation engageant le soumissionnaire et acceptable par l'ASECNA.
IS 22.2 (c)	Le numéro d'identification de la présente procédure d'appel d'offres est le suivant : <u>ASECNA/DET/DETD/2210/2022</u>
IS 23.1	<p>Aux fins de <u>remise des offres</u>, uniquement, l'adresse de l'Autorité Contractante est la suivante : A l'attention du Secrétariat du Directeur des Etudes et Projets, ASECNA, Direction des Etudes et Projets ASECNA, Route de la corniche des Almadies à proximité du lieu de pèlerinage des Layènes, BP 8163 Dakar – ALMADIES, Sénégal</p> <p>Pour chaque lot, l'offre sera établie en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies et présentée sous plis fermés constitués de la façon suivante :</p> <p>L'offre originale et chacune de ses trois (03) copies seront placées dans quatre (04) enveloppes séparées (chacune dans une enveloppe) et cachetées, portant la mention « ORIGINAL » ou « COPIE », selon le cas.</p>

	<p>Chacune de ces quatre (04) enveloppes dites enveloppes intérieures, portera également, en plus de la mention « ORIGINAL » ou « COPIE », selon le cas, le numéro et l'intitulé du lot concerné, le nom et l'adresse du Soumissionnaire.</p> <p>Toutes ces quatre (04) enveloppes intérieures seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée, portera en plus du numéro et l'intitulé du lot concerné, du nom et l'adresse du Soumissionnaire, la mention :</p> <p>Monsieur le Directeur des Etudes et Projets, ASECNA</p> <p>APPEL D'OFFRES N°ASECNA/DET/DETD/2210/2022</p> <p>LE NETTOYAGE ET L'ENTRETIEN DES LOCAUX DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ASECNA</p> <p>Lot (indiquer le numéro et l'intitulé du lot)</p> <p>« À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »</p> <p>La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :</p> <p>Date : <u>09 JUIN 2022</u></p> <p>Heure : <u>12 heures, heures locales, GMT Dakar</u></p>
<p>IS 26.1</p>	<p>L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse, à la date et à l'heure suivante : Salle de Réunion de la Direction des Etudes et Projets, ASECNA, Route de la corniche des Almadies à proximité du lieu de pèlerinage des Layènes, BP 8163 Dakar – Yoff, Sénégal ;</p> <p>Date : <u>09 JUIN 2022</u></p> <p>Heure : <u>13 heures, heures locales, GMT (matin)</u></p> <p>Il est demandé à chacun des représentants des soumissionnaires qui désirent assister à cette séance publique d'ouverture des plis de se munir d'un mandat dûment signé de l'autorité signataire du Formulaire d'offre ou de la lettre de soumission. Le modèle de mandat est annexé au présent DAO.</p>

E. Evaluation et comparaisons des offres

<p>IS 33.1</p>	<p>La monnaie pour l'évaluation et la comparaison de ces offres est : Francs CFA (XOF)</p>
-----------------------	---

IS 34.1	Une marge de préférence : Non applicable.
IS 35.2	L'évaluation sera conduite par lot.
IS 35.3 (d)	Sans objet

F. Attribution du marché

IS 40.1	Les quantités peuvent être augmentées d'un pourcentage de : Néant Les quantités peuvent être réduites d'un pourcentage de : Néant
IS 43.1	Garantie de bonne exécution La garantie de bonne exécution n'est pas requise.

Section III : Critères d'évaluation et de qualification

La présente section contient tous les facteurs, méthodes et critères que l'ASECNA utilisera pour évaluer les offres et s'assurer qu'un soumissionnaire possède les qualifications requises.

Aucun autre facteur, méthode ou critère ne sera utilisé.

Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés dans les formulaires joints à la Section IV, Formulaire de soumission.

Table des matières

1.	Evaluation	36
2.	Qualification	37
3.	Personnel	42
4.	Matériel	42

1. Evaluation

1.1 Examen préliminaire des offres

L'ASECNA examinera les offres pour s'assurer que tous les documents constitutifs de l'offre ont bien été fournis et sont tous complets.

Au cas où l'un quelconque des documents ou renseignements ci-après manquerait, l'offre sera rejetée :

- 1) le formulaire de soumission de l'offre, conformément à la clause 12.1 des IS ;
- 2) la garantie de soumission conformément à la clause 20 des IS ;
- 3) le Programme d'Activités chiffré, conformément à la clause 12.2 des IS ;
- 4) le pouvoir habilitant le signataire à engager le Soumissionnaire, conformément à la clause 21.2 des IS ;
- 5) les pièces attestant, conformément aux dispositions de la clause 18.1 des IS que le Soumissionnaire possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché si son offre est retenue en conformité avec les exigences de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification ; et
- 6) la proposition technique, conformément aux dispositions de la clause 17.1 des IS.

1.2 Examen des conditions

L'ASECNA examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le C.C.A.G. et le C.C.A.P. ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.

1.3 Evaluation technique des offres

Ces aspects seront évalués de manière purement positive ou négative en fonction du niveau minimum acceptable indiqué pour chaque exigence technique.

L'ASECNA examinera en détail les aspects techniques des offres conformes pour l'essentiel aux conditions spécifiées dans le C.C.A.G. et le C.C.A.P., afin de s'assurer si les caractéristiques techniques sont en conformité avec les exigences du programme d'activités. Une offre qui ne satisfait pas aux normes minimales acceptables de complétude, cohérence et de détail, et aux exigences minimales (ou maximales, selon le cas) concernant des garanties spécifiées dans le programme d'activités, sera rejetée pour cause de non-conformité.

Ces facteurs devront être évalués de manière acceptable/pas acceptable.

1.4 Evaluation financière des offres

L'ASECNA évaluera financièrement chacune des offres dont elle aura établi, à ce stade de l'évaluation, qu'elle est conforme techniquement. Cette évaluation sera menée conformément aux dispositions de la clause 35 des IS.

Les locaux sont situés :

- Bâtiments administratifs au Plateau (Avenue Jean Jaurès et Rue Félix Faure) ;
- Studio VIP de la Rue Joffre ;
- A Fann (Logement LA001) ;
- A Colobane (Bâtiments administratifs et ateliers) ;

A Yoff (Contrôle en Vol, Bâtiment administratif BA009, Bâtiment administratif BA010, Bâtiments techniques BT004, Bâtiments administratifs BA001, BA002, BA003, BA004, BA005, BA006, BA007, et BA008, Bâtiments techniques BT001, BT002 et BT003)

2. Qualification

Pour être qualifié, un soumissionnaire doit remplir les conditions suivantes :

- a) ne pas avoir été disqualifié pour les critères d'éligibilité, d'inexistence d'antécédents de non-exécution de marché, d'incohérence majeure dans l'offre, de non-conformité de l'offre et le critère financier ;
- b) avoir répondu au seuil minimum pour les critères suivants:

Objet	Critère	Soumissionnaire				Documentation Requise
		Entité unique	Groupement			
			Toutes Parties Combinées	Chaque membre	Un membre	
2.1.1 Capacité financière	(i) Le Soumissionnaire doit démontrer qu'il dispose d'avoirs liquides ou a accès à des actifs non grevés ou des lignes de crédit, etc. à des montants suffisants pour subvenir aux besoins de trésorerie nécessaires à l'exécution des marchés objet du présent Appel d'Offres à hauteur de vingt (20) millions de Francs CFA et nets de ses autres engagements ;	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Sans objet	Formulaire FIN – 2.1.1(a) avec pièces jointes
	(ii) le Soumissionnaire doit démontrer, à la satisfaction de l'ASECNA qu'il dispose de moyens financiers lui permettant de satisfaire les besoins en trésorerie des prestations en cours et à venir dans le cadre de marchés déjà engagés ;	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Sans objet	Formulaire FIN – 2.1.1(b)

Objet	Critère	Soumissionnaire				Documentation Requise
		Entité unique	Groupement			
			Toutes Parties Combinées	Chaque membre	Un membre	
	(iii) Soumission d'états financiers audités par un expert-comptable agréé pour les trois (03) dernières années (2019, 2020 et 2021) démontrant la solvabilité actuelle et la rentabilité à long terme du Soumissionnaire.	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire FIN – 2.1.2(a)
2.1.2 Chiffre d'affaires annuel moyen	Avoir un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins cinquante (50) millions de Francs CFA , calculé de la manière suivante : le total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours et/ou achevés au cours des trois (03) dernières années (2019, 2020 et 2021) divisé par 03.	Doit satisfaire au critère	Doivent satisfaire au critère	Doit satisfaire à trente-cinq pour cent (35%) de la spécification	Doit satisfaire à soixante-cinq pour cent (65%) de la spécification	Formulaire FIN – 2.1.2(b)

Objet	Critère	Soumissionnaire				Documentation Requise
		Entité unique	Groupement			
			Toutes Parties Combinées	Chaque membre	Un membre	
2.2.1 Expérience générale en prestations de service	Expérience de marchés de prestations de gardiennage, de surveillance et de sécurité des locaux à titre de Prestataire principal ou de membre de groupement, au cours des cinq (05) dernières années (2017, 2018, 2019, 2020 et 2021) qui précèdent la date limite de dépôt des offres	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire EXP – 2.2.1
2.2.2 Expérience Spécifique	a) Participation à titre de Prestataire principal ou de membre de groupement dans au moins deux (02) marchés ou contrats au cours des cinq (05) dernières années (2017, 2018, 2019, 2020 et 2021) avec une valeur minimum annuelle pour chaque marché ou contrat de cinquante (50) millions de Francs CFA , qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l'essentiel, et qui sont similaires aux prestations objet du présent appel d'offres. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans le programme d'activités.	Doit satisfaire au critère	Doivent satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire à la spécification pour un marché	Formulaire EXP-2.2.2 (a)

Objet	Critère	Soumissionnaire				Documentation Requise
		Entité unique	Groupement			
			Toutes Parties Combinées	Chaque membre	Un membre	
	b) Pour les marchés ou contrats référenciés ci-dessus ou pour d'autres marchés ou contrats exécutés pendant la période stipulée ci-dessus, une expérience minimale dans le nettoyage des locaux à usage de bureau, des installations techniques, des logements est requise	Doit satisfaire aux spécifications	Doit satisfaire à la spécification	Sans objet	Doit satisfaire à la spécification pour au moins une des activités	Formulaire EXP-2.2.2 (b)
2.3.1 Capacité professionnelle	a) Agrément règlementant les activités de nettoyage et d'entretien des locaux au Sénégal	Doit satisfaire aux spécifications	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Agrément délivré par l'autorité habilitée
	b) Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir des prestations de nettoyage et d'entretien industriel au Sénégal	Doit satisfaire aux spécifications	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Attestation
	c) Déclaration appropriée des banques ou preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels (une attestation d'assurance en responsabilité civile et professionnelle, valable à la date de remise de l'offre)	Doit satisfaire aux spécifications	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Doit satisfaire à la spécification	Décret réglementant la profession

3. Personnel

Le Soumissionnaire doit établir qu'il dispose du personnel minimum suffisamment qualifié et expérimenté pour exécuter à la satisfaction de l'ASECNA, les prestations objet de ce marché.

Pour ce faire, il doit établir qu'il dispose du personnel répondant aux critères ci-dessus pour les positions-clés suivantes :

<i>No.</i>	<i>Position</i>	<i>Nom et Prénoms</i>	<i>Niveau de formation requis</i>	<i>Expérience générale (années)</i>	<i>Expérience dans la position (nombre de fois)</i>	<i>Expérience dans des prestations similaires (années)</i>
1	Agent de maîtrise		Bac	7 ans	3	5 ans
2	Chef d'équipe œuvrant		Brevet	5 ans	2	3 ans
3	Agent de propreté ou de service		Entrée en sixième	3 ans	1	2 ans

Pour chaque lot, au minimum, un (1) agent de maîtrise, deux (2) chefs d'équipe, dix (10) agents de propreté.

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le personnel proposé et son expérience en utilisant les formulaires PER 1 et PER 2 de la Section IV, Formulaire de soumission.

Il doit également fournir des détails sur la structuration, l'organisation et l'encadrement de ses équipes.

4. Matériel

Le Soumissionnaire doit établir qu'il a le matériel clé suivant:

No.	Type et caractéristiques du matériel	Nombre minimum requis
1	Aspirateur (poussière, liquide)	1
2	Monobrosse : décapage, récurage, application de produit, lustrage	1
3	Laveuses : combiné « aspirateur à eau + monobrosse »	1
4	Nettoyeurs haute pression	1
5	Balayeuse	1
6	Chariots de ménage	2
7	Nacelle	1
8	Balais moquette ou plus	10
9	Pelles en plastiques ou plus	10
10	Raclettes vitre ou plus	10
11	Raclettes sol ou plus	10
12	Brosses simples ou plus	10
13	Seaux à usage professionnel ou plus	10

14	Gants pour chaque agent Torchons	10 10
15	Serpillières	10
16	Mouilleurs	10
17	Balais coton	10

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé et sa propriété en utilisant le formulaire MAT de la Section IV, Formulaires de soumission. Pour chaque matériel, il doit fournir des éléments d'appréciation sur sa disponibilité, son utilité, son état (neuf, âge, etc.) et son délai de mobilisation.

Section IV : Formulaires de soumission

Table des matières

1.	Formulaire de l'offre.....	45
2.	Modèle de garantie de soumission (Garantie bancaire).....	47
3.	Modèle d'engagement « Environnemental et Social »	49
4.	Bordereau des prix	50
5.	Formulaires de proposition technique.....	52
	a) Méthode de réalisation – Proposition technique	53
	b) Programme/Calendrier de Mobilisation.....	55
	c) Programme/Calendrier d'exécution des prestations	56
	d) Engagement à respecter les normes d'Ethique en matière de passation de marché.....	57
	e) Formulaire - Formation.....	58
	f) Formulaire – Sous-traitance	59
	g) Formulaire – Autres	60
6.	Formulaires de qualification	61
	a. Fiche de renseignements sur le soumissionnaire	65
	b. Fiche de renseignements sur chaque partie d'un Groupement	66
	c. Capacité de financement	67
	d. Situation financière	69
	e. Chiffre d'affaires annuel moyen des activités	70
	f. Expérience générale	71
	g. Expérience spécifique	72
	h. Expérience spécifique dans les principales activités	74
	i. Matériel	76
	j. Personnel.....	77

1. Formulaire de l'offre

Le Soumissionnaire doit présenter l'Offre en utilisant le papier à en-tête indiquant le nom complet et l'adresse du Soumissionnaire.

Date : _____

Avis d'appel d'offres No. : _____

No. du lot : _____

Intitulé du lot : _____

À : **Monsieur le Directeur des Etudes et Projets**

Direction des Etudes et Projets ASECNA, Route de la corniche des Almadies à proximité du lieu de pèlerinage des Layènes, BP 8163 Dakar – ALMADIES, Sénégal

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'additif/ les additifs No. : _____ ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous nous engageons à exécuter et achever conformément au Dossier d'appel d'offres et aux Spécifications et plans, les prestations de services ci-après : *[insérer une brève description des prestations]* dans un délai de _____ (jours ou mois) ;
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à l'alinéa (d) ci-après est de : *[Prix total de l'offre en lettres et en chiffres]* ;
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants : _____ ;
- e) Notre offre demeurera valide pendant une période de _____ jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'appel d'offres ; cette offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période ;
- f) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne exécution du marché qui fait l'objet de la présente offre, conformément au Dossier d'appel d'offres ;
- g) Nous, y compris tous sous-traitants ou prestataires intervenant en rapport avec une quelconque partie du marché qui fait l'objet de la présente offre, ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt définie à la clause 4.1(a) des Instructions aux soumissionnaires ;
- h) Nous, y compris tous sous-traitants ou prestataires pour l'une quelconque des parties du marché, remplissons toutes les conditions d'admissibilité aux marchés de l'ASECNA et avons la nationalité de pays éligibles en conformité avec la clause 4.2 des Instructions aux soumissionnaires.
- i) Nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaires ou sous-traitant, à plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres conformément à la clause 4.4 des Instructions aux

soumissionnaires, autre que des offres « variantes » présentées conformément à la clause 13 des Instructions aux soumissionnaires;

- j) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les prestataires pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, n'avons pas été exclus par l'ASECNA, et/ou nous ne faisons pas l'objet de sanction de la part de l'Union Africaine, l'Union Européenne ou les Nations-Unies par le moyen de liste d'exclusion établies par ces institutions, conformément aux dispositions de la clause 4.5 des Instructions aux soumissionnaires;
- k) Nous ne sommes pas une entreprise publique ou nous satisfaisons aux spécifications de la clause 4.7 des Instructions aux soumissionnaires;
- l) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les prestataires pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, nous nous engageons à fournir toute pièce que l'ASECNA serait amené à demander dans le cadre de ses vérifications, conformément aux dispositions de la clause 4.8 des Instructions aux soumissionnaires;
- m) Nous, y compris tous les sous-traitants ou les prestataires pour l'une quelconque des parties du marché qui fait l'objet de la présente offre, attestons avoir pris connaissance des Cahiers des Clauses Administratives Générales et Particulières ainsi que des Cahiers des Clauses Techniques Générales et Particulières et acceptons à nous y conformer sans aucune réserve;
- n) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché, que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé;
- o) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre de moindre coût, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

Nom _____ En tant que _____

Signature _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de _____

En date du _____ jour de _____

2. Modèle de garantie de soumission (Garantie bancaire)

_____ [insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice]

Bénéficiaire : **L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), ayant son siège social à Dakar (Sénégal), 32 – 38, Avenue Jean Jaurès BP 3144**

Date : _____ [insérer date]

Garantie de soumission no. : _____ [insérer No de garantie]

Nous avons été informés que _____ [insérer nom de soumissionnaire] (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres en date du _____ [insérer date de l'avis d'appel d'offres] pour l'exécution de [nom de marché] en réponse à l'AO No. _____ [insérer no de l'avis d'appel d'offres] (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du Dossier d'appel d'offres, l'offre doit être accompagnée d'une garantie de soumission.

A la demande de [insérer le nom du Maître de l'Ouvrage], nous _____ [nom de la banque ou autre établissement financier et l'adresse complète] (ci-après dénommée "la Banque ou _____"), nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [insérer la somme en chiffres en F CFA ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible]. _____ [insérer la somme en lettres].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

- a) s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre; ou
- b) si, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'ASECNA pendant la période de validité telle qu'indiquée dans la lettre de soumission de l'offre ou prorogée par l'ASECNA avant l'expiration de cette période, il:
 - i. ne signe pas le Marché ; ou;
 - ii. ne fournit pas la garantie de bonne réalisation du Marché, s'il est tenu de le faire ainsi qu'il est prévu dans clause 42 des Instructions aux Soumissionnaires.

La présente garantie expire (a) si le Marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevrons une copie du Marché signé et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou (b) si le Marché n'est pas octroyé au Soumissionnaire, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevrons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) trente (30) jours après l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard. La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758.

Nom : [nom complet de la personne signataire]

Titre [capacité juridique de la personne signataire]

Signé [signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]

3. Modèle d'engagement « Environnemental et Social »

J'ai pris bonne note de l'importance que revêt le respect des normes environnementales et sociales.

Je soussigné [.....] en ma qualité de représentant dûment habilité de la société [.....] ;

Dans le cadre de la remise d'une offre pour *[les prestations]* conformément au Dossier d'Appel d'Offre N° [.....], m'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble de mes sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale en matière de protection de l'environnement et de droit du travail dont les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au *[indiquer le pays de réalisation du Projet]*.

En outre, je m'engage également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnemental et social ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fourni(e) par le Maître d'Ouvrage.

Fait à [...] le [...]

Signature du Soumissionnaire

4. Bordereau des prix

Le programme d'activités chiffré doit préciser :

Les prix couvrent, entre autres :

- le ramassage des ordures provenant du nettoyage des locaux ;
- le matériel et les produits ainsi que les ingrédients nécessaires à un parfait entretien ;
- tous les frais de main-d'œuvre, y compris les heures supplémentaires de quelques natures que ce soit ;
- produits d'entretien des toilettes et ingrédients (désodorisants, papiers hygiéniques etc.)
- le frais de surveillance (toutes sujétions comprises)
- toutes les charges affectant les salaires, tant du personnel ouvrier que surveillant ou directeur, et notamment, les prestations familiales, congés payés, caisse de retraite ;
- toutes les taxes imposées par la réglementation en vigueur, et notamment taxe sur le chiffre d'affaires, taxe de service, patente, impôts, divers ;
- toutes les assurances nécessaires et notamment celles couvrant le personnel et les tiers
- les frais généraux et bénéfiques de l'entreprise
- la fourniture et le maintien en parfait état de propreté d'une tenue de travail, par agent et par an
- le paiement des indemnités de congé au départ
- visite médicale annuelle pour chaque agent
- Etc.

Prestations journalières		Prix forfaitaire mensuel HT-HD (FCFA)	Observations éventuelles
6h-8h	Circulations Ascenseurs		
7h-9h	Bureaux		
6h-9h	Sanitaires		
7h-15h	Logements		
13h-15h	Sanitaires		
Prestations hebdomadaires		Prix forfaitaire mensuel	Observations éventuelles

		HT-HD (FCFA)	
6h-9h	Sanitaires		
Prestations mensuelles		Prix forfaitaire mensuel HT-HD (FCFA)	Observations éventuelles
6h-8h	Circulations Ascenseurs		
7h-9h	Bureaux		
Prestations trimestrielles		Prix forfaitaire mensuel HT-HD (FCFA)	Observations éventuelles
6h-8h	Circulations Ascenseurs		
7h-9h	Bureaux		
Prestations trimestrielles		Prix forfaitaire mensuel HT-HD (FCFA)	Observations éventuelles
6h-8h	Circulations Ascenseurs		
7h-9h	Bureaux		
Nettoyage des vitres		Prix forfaitaire mensuel HT-HD (FCFA)	Observations éventuelles
Bureaux			

5. Formulaires de proposition technique

- a. Méthode de réalisation
- b. Programme/Calendrier de Mobilisation
- c. Programme/Calendrier d'exécution des prestations
- d. Engagement à respecter les normes d'Ethique en matière de passation de marché
- e. Formulaire – Formation
- f. Formulaire – Sous-traitance
- g. Formulaire – Autres

a) Méthode de réalisation

Le Soumissionnaire devra exposer la méthodologie qu'il suivra pour l'exécution des prestations en fonction des exigences du programme d'activités, les modalités de contrôle interne et les procédures de démarche qualité qu'il mettra en œuvre pour assurer une qualité de service conforme aux exigences des prestations, les moyens dédiés (liste et CV du personnel clé) que le Soumissionnaire envisage de mobiliser pour les prestations, ainsi que les dispositions adoptées pour organiser et favoriser la réactivité d'intervention, la liste des matériels et équipements utilisés, la liste de sous-traitants que le concurrent envisage éventuellement de proposer à l'acceptation de l'ASECNA, après la conclusion du marché, de sa compréhension de la spécificité des locaux, de sa collecte des données techniques, d'exploitation et d'occupation des locaux, de l'environnement, tout autre élément permettant une bonne compréhension de l'offre formulée par le Soumissionnaire.

Il existe quelques grandes familles de produits d'entretien et de nettoyage liés à la diversité des matières à nettoyer :

- *les détergents textiles ;*
- *les détergents vaisselle (main ou lave-vaisselle) ;*
- *les nettoyeurs de surface ;*
- *les nettoyeurs pour vitres ;*
- *les nettoyeurs pour sanitaires ;*
- *les nettoyeurs pour sols, etc.*

Le Soumissionnaire doit présenter, en fonction de sa méthode de réalisation et du type de surface à nettoyer, la liste détaillée des produits qu'il compte utiliser par famille de produits d'entretien et de nettoyage ci-dessus.

Parmi les consommables, on retrouve :

- *Outils d'essuyage (éponges, gazes, franges, microfibres...) ;*
- *Papiers d'hygiène ;*
- *Sacs déchets ;*
- *Gants et vêtements de travail.*

Le Soumissionnaire doit présenter, en fonction de sa méthode de réalisation et du type de surface à nettoyer, la liste détaillée des consommables parmi ceux-ci-dessus cités qu'il compte utiliser.

En aucun cas, il ne s'agit de fournir des documents commerciaux de type plaquette publicitaire.

Les horaires de travail devront être proposés avec des plages situées de préférence en journée. Le soumissionnaire devra donc fournir pour les différentes tâches à accomplir un planning hebdomadaire indiquant le nombre de personnes nécessaires et les horaires correspondants. Le soumissionnaire devra remplir le formulaire ci-dessus et le joindre :

Jour	Tâche 1	Tâche 2	Tâche 3
<i>Lundi</i>			
<i>Mardi</i>			
<i>Mercredi</i>			
<i>Jeudi</i>			
<i>Vendredi</i>			
<i>Samedi</i>			
<i>Dimanche</i>			

N.B. : Indiquer dans le tableau les horaires

Le soumissionnaire devra également indiquer les prestations qu'il s'engage à assurer en cas d'arrêt de travail par son personnel.

b) Programme/Calendrier de Mobilisation

Le Soumissionnaire devra exposer de façon claire et précise son calendrier de mobilisation de ses équipes, équipements et matériels.

c) Programme/Calendrier d'exécution des prestations

Le Soumissionnaire devra exposer de façon claire et précise son planning d'organisation des prestations.

d) Engagement à respecter les normes d’Ethique en matière de passation de marché

A : [nom et adresse de l’Autorité Contractante]

Madame/Monsieur,

Après avoir examiné, en vue de la soumission de notre proposition pour [insérer ici l’objet de la consultation ou du marché], nous, soussignés, avons bien pris connaissance des dispositions de la clause 3 des IS et nous engageons à respecter toutes les dispositions de ce texte nous concernant, pendant la procédure de passation du marché et, si notre soumission est acceptée, pendant son exécution.

Nous savons, qu’à titre de sanction, nous pouvons être écartés temporairement ou définitivement des marchés au nom de l’ASECNA, conformément à sa réglementation (RMTN), s’il est établi que nous nous sommes livrés à une ou plusieurs des pratiques, ci-après, dans le cadre de la passation et de l’exécution du marché :

- activités corruptrices à l’égard des agents de l’ASECNA en charge de la passation du marché ;
- manœuvres frauduleuses en vue de l’obtention du marché ;
- ententes illégales ;
- renoncement injustifié à l’exécution du marché si notre soumission est acceptée ; et,
- défaillance par rapport aux engagements que nous aurons souscrits.

Nous savons aussi que ces sanctions administratives sont sans préjudice des sanctions pénales prévues par les lois et règlements en vigueur.

Veillez agréer, Madame/Monsieur, l’assurance de notre considération distinguée.

Fait le _____ 20 ____

Signature _____ en qualité de _____
dûment autorisé à signer le Soumissionnaire pour et au nom de [nom du Soumissionnaire ou du groupement d’entreprises suivi de “conjointement et solidairement”]

e) Formulaire - Formation

Le Soumissionnaire décrira sa politique en matière de formation de ses agents et le programme détaillé de formation.

Les certificats ou attestations de qualifications professionnelles ou tous autres moyens, notamment des certificats d'identité professionnelle attestant de la compétence des agents à tenir convenablement leurs postes dans le dispositif.

f) Formulaire – Sous-traitance

Liste des Sous-traitants proposés et toutes les informations sur les sous-traitances envisagées.

g) Formulaire – Autres

Tous autres éléments, documents ou informations établissant que les Services sont conformes aux exigences et permettant à l'ASECNA d'évaluer techniquement l'offre.

6. Formulaires de qualification

Afin de démontrer qu'il satisfait aux critères de qualifications requises pour exécuter le marché en conformité avec la Section III (Critères d'évaluation et de qualification), le Soumissionnaire fournira les renseignements demandés dans les formulaires de qualification ci-après.

Informations relatives à la proposition technique et à la qualification

[Les informations que les Soumissionnaires doivent fournir dans les pages suivantes sont destinées à être utilisées pour la vérification de la qualification, en application de la Clause 5 des IS. Les informations ne doivent pas figurer dans le Marché. Ajouter autant de pages supplémentaires que nécessaire.]

- 1. Chaque soumissionnaire ou chaque membre d'un groupement d'entreprises**
- 1.1 Constitution en société ou statut légal du Soumissionnaire: *[annexer la copie]*
- Lieu d'enregistrement: *[insérer]*
- Siège de la société: *[insérer]*
- Pouvoir du signataire de la Soumission: *[annexer]*
- 1.2 Montant annuel de prestations exécutées pendant les *[insérer le nombre conformément aux dispositions de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification]* dernières années *[insérer les montants en FCFA]*
- 1.3 Nombre *[insérer le nombre conformément aux dispositions de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification]* de marchés d'une nature et d'un montant similaires aux Services exécutés en qualité de Prestataire principal au cours des *[insérer le nombre conformément aux dispositions de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification]* dernières années. *[Les montants seront indiqués en FCFA. Donner également une liste de travaux en cours ou prévus, y compris la (les) date(s) d'achèvement prévue(s).]*

Nom du projet et pays	Nom du client et du point de contact	Type de travail exécuté et année d'achèvement	Valeur du marché (en FCFA)
(a)			
(b)			

- 1.4 Principaux équipements du Prestataire nécessaires à l'exécution des Services. *[Donner toutes les informations requises ci-dessous. Se reporter également à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, Matériel.]*

Nom de équipement	Description, fabricant et âge (années)	État (neuf, bon, mauvais) et quantité disponible	Propriété, location (de qui?) ou à acheter (à qui?)
(a)			
(b)			

- 1.5 Qualifications et expérience du personnel clé proposé pour l'administration et l'exécution du Marché. *[Annexer les C.V. Se reporter également à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, Personnel.]*

Poste	Nom	Années d'expérience (générale)	Années d'expérience au poste prévu
(a)			
(b)			

1.6 Sous-traitants et sociétés de sous-traitance proposés.

Sections des Services	Valeur du marché de sous-traitance	Sous-traitant (nom et adresse)	Expérience de Services similaires
(a)			
(b)			

1.7 Documents financiers des *[insérer le nombre; généralement trois]* dernières années : états financiers, rapports des vérificateurs, etc. *[Donner la liste ci-dessous et annexer des copies.]*

1.8 Preuves d'accès à des ressources financières nécessaires pour satisfaire aux conditions de qualification : liquidités, lignes de crédit, etc. *[Donner la liste ci-dessous et annexer des copies des documents de preuve].*

1.9 Nom, adresse et numéros de téléphone, de télex et de télécopie des banques pouvant donner des références sur le Soumissionnaire si L'Autorité contractante le souhaite.

1.10 Informations relatives à des litiges en cours auxquels le Soumissionnaire est partie prenante.

Autre(s) partie(s)	Raison du litige	Montants concernés
(a)		
(b)		

1.11 Programme proposé (méthodes de travail et calendrier). Descriptions, plans et tableaux, le cas échéant, pour satisfaire aux spécifications du Dossier d'appel d'offres.

2. Groupement d'entreprises

2.1 Chaque partenaire d'un Groupement d'entreprises doit donner les informations apparaissant aux paragraphes 1.1 à 1.10 ci-dessus.

2.2 Les informations requises au par. 1.11 ci-dessus se rapportent au Groupement d'entreprises.

2.3 Annexer la procuration du (des) signataire(s) de la Soumission le (les) autorisant à signer le dossier au nom du Groupement d'entreprises.

- 2.4 Annexer l'Accord signé par toutes les parties au Groupement d'entreprises (juridiquement contraignant pour tous les partenaires), qui établit que :
- (a) tous les partenaires sont solidairement et conjointement responsables de l'exécution du Marché conformément aux dispositions de celui-ci;
 - (b) un des partenaires sera nommé responsable, sera autorisé à effectuer les décaissements et à recevoir des instructions destinées à tous les partenaires du groupement d'entreprises et au nom de ceux-ci; et
 - (c) l'exécution du Marché dans sa totalité, y compris les paiements, sera exclusivement menée à bien avec le partenaire responsable.
- 3. Spécifications supplémentaires**
- 3.1 Les Soumissionnaires sont tenus de fournir toutes les informations supplémentaires **requisés dans les DPAO.**

a. Fiche de renseignements sur le soumissionnaire

Formulaire ELI-1.1

Date: _____

No. AO : [insérer No]

Avis d'appel d'offres No : [insérer No]

Nom légal du soumissionnaire :
Dans le cas d'un groupement, nom légal de chaque partie :
Pays où le soumissionnaire est constitué en société :
Année à laquelle le soumissionnaire a été constitué en société :
Adresse légale du soumissionnaire dans le pays où il est constitué en société :
Renseignements sur le représentant autorisé du soumissionnaire : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/de télécopie : Adresse électronique :
Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> 1. Dans le cas d'une entité unique, Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des Clauses 4.1 et 4.2 des IS. <input type="checkbox"/> 2. Dans le cas d'un Groupement, lettre d'intention de former un Groupement ou de signer un accord de Groupement, conformément aux dispositions de l'article 4.6 des IS. <input type="checkbox"/> 3 Dans le cas d'un Prestataire Public, documents qui établissent l'autonomie juridique et financière et le respect des règles de droit commercial, conformément aux dispositions de l'article 4.7 des IS.

b. Fiche de renseignements sur chaque partie d'un Groupement

Formulaire ELI-1.2

Date: _____

No. AOI: [insérer No]

Avis d'appel d'offres No : [insérer No]

Nom légal du soumissionnaire :
Nom légal de la partie du Groupement:
Pays de constitution en société de la partie du Groupement:
Année de constitution en société de la partie du Groupement:
Adresse légale de la partie du Groupement dans le pays de constitution en société :
Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au Groupement : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/télécopie : Adresse électronique :
Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes : - Statuts ou Documents constitutifs de l'entité; - Dans le cas d'un Prestataire public, documents qui établissent l'autonomie juridique et financière, le respect des règles de droit commercial et de la non jouissance de l'immunité de juridictions et d'exécution.

c. Capacité de financement**Formulaire FIN-2.1.1 a)**

Indiquer les sources de financement (liquidités, actifs réels non grevés, lignes de crédit et autres moyens financiers nécessaires pour les besoins de trésorerie liés aux prestations afférentes au(x) marché(s) considéré(s), nets des engagements pris par le Soumissionnaire au titre d'autres marchés comme requis à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

Source de financement	Montant
1.	
2.	
3.	
4.	

Pièces jointes: attestations bancaires suivants modèles joints et/ou autres pièces justificatives.

Annexes au Formulaire FIN-2.1.1 a) , Capacité de financement

[L'attestation bancaire doit permettre au soumissionnaire de démontrer la solidité actuelle de sa position financière et sa rentabilité à long terme.]

ATTESTATION DE LIGNE DE CREDIT

V/Référence

N/Référence

Nous soussignés, Banque _____, Société Anonyme au capital de (monnaie) _____, dont le siège social se trouve à _____, représentée par M _____, Directeur en vertu des pouvoirs dont il est investi.

Certifions par la présente que la société xxxx_____ est titulaire d'un compte No. _____ dans nos livres.

L'Entreprise a une ligne de crédit permanente d'un montant de *(insérer le montant)*. Cette ligne de crédit est utilisée à hauteur d'un montant de *(insérer le montant)* à la date d'établissement de la présente attestation. L'entreprise dispose ainsi des moyens financiers nécessaires à la réalisation du marché pour lequel elle présente une offre.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

le (date en toutes lettres)

Signature

Cachet

d. Situation financière**Formulaire FIN-2.1.2 a)**

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date : _____

Nom légal de la partie au Groupement : _____ No. AOI: [insérer No]

A compléter par le soumissionnaire et, dans le cas d'un Groupement, par chaque partie.

Données financières en équivalent F CFA	Antécédents pour les _____ () dernières années (équivalent milliers d'F CFA)				
	Année 1	Année 2	Année ...n	Valeur moyenne	Ratio moyenne
Information du bilan					
Total actif (TA)					
Total passif (TP)					
Patrimoine net (PN)					
Disponibilités (D)					
Engagements (E)					
Information des comptes de résultats					
Recettes totales (RT)					
Bénéfices avant impôts (BAI)					

- On trouvera ci-après les copies des états financiers (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les années spécifiées au critère 2.1.1 de la Section III (Critères d'évaluation et de qualification) et qui satisfont aux conditions suivantes :
 - a) Ils doivent refléter la situation financière du soumissionnaire ou de la Partie au Groupement, et non pas celle de la maison mère ou de filiales;
 - b) Les états financiers passés doivent être vérifiés par un expert-comptable agréé;
 - c) Les états financiers doivent être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées;
 - d) Les états financiers doivent correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés).

e. Chiffre d'affaires annuel moyen des activités**Formulaire FIN-2.1.2 b)**

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____

Nom légal de la partie au Groupement : _____ No. AAO: [insérer No]

Données sur le chiffre d'affaires annuel (de prestations de services)		
Année	Montant et monnaie	Equivalent F CFA
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
*Chiffre d'affaires moyen des activités de services		

*Le chiffre d'affaires annuel moyen des activités de services est calculé en divisant le total des paiements ordonnancés pour les services en cours par le nombre d'années spécifié dans la Section III Critère d'évaluation et de qualification.

f. Expérience générale

Formulaire EXP-2.2.1

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____

Nom légal de la partie au Groupement: _____ No. AAO: [insérer No]

Mois/ année de départ*	Mois/ année final(e)	Identification du marché	Rôle du soumissionnaire
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Services réalisés par le soumissionnaire : Nom du Client : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Services réalisés par le soumissionnaire : Nom du Client : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Services réalisés par le soumissionnaire : Nom du Client : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Services réalisés par le soumissionnaire : Nom du Client : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Services réalisés par le soumissionnaire : Nom du Client : Adresse :	_____
_____	_____	Nom du marché : Brève description des Services réalisés par le soumissionnaire : Nom du Client : Adresse :	_____

g. Expérience spécifique**Formulaire EXP-2.2.2 a)**

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____
 Nom légal de la partie au Groupement : _____ No. AAO : [insérer No]

Numéro de marché similaire : ____ de ____ requis	Information		
Identification du marché	_____		
Date d'attribution Date d'achèvement	_____ _____		
Rôle dans le marché	<input type="checkbox"/> Prestataire principal	<input type="checkbox"/> Membre de groupement	<input type="checkbox"/> Sous-traitant
Montant total du marché	_____		_____
Dans le cas d'une partie à un Groupement ou d'un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché	_____ %	_____	_____
Nom du Client :	_____		
Adresse :	_____ _____ _____		
Numéro de téléphone/télécopie :	_____		
Adresse électronique :	_____		

Expérience spécifique (suite)

Formulaire EXP-2.2.2 a) (suite)

Nom légal du soumissionnaire : _____

Nom légal de la partie au Groupement : _____

No. du marché similaire :	Information
Description de la similitude	
Montant	_____
Taille physique	_____
Complexité	_____
Méthodes/Technologie	_____
Autres caractéristiques	_____

h. Expérience spécifique dans les principales activités**Formulaire EXP-2.2.2 b)**

Nom légal du soumissionnaire : _____ Date: _____

Nom légal de la partie au Groupement : _____ No. AAO: [insérer No]

Nom légal de sous-traitant _____

	Information		
Identification du marché	_____		
Date d'attribution	_____		
Date d'achèvement	_____		
Rôle dans le marché	<input type="checkbox"/> Prestataire principal	<input type="checkbox"/> Membre de groupement	<input type="checkbox"/> Sous-traitant
Montant total du marché	_____	_____	_____
Dans le cas d'une partie au Groupement ou d'un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché	_____ %	_____	_____
Nom du Maître de l'Ouvrage :	_____		
Adresse :	_____ _____ _____		
Numéro de téléphone/télécopie :	_____ _____		
Adresse électronique :	_____		

Expérience spécifique dans les principales activités (suite)

Formulaire EXP-2.2.2 b) (suite)

Nom légal du soumissionnaire : _____

Nom légal de sous-traitant _____

	Information
Description des principales activités	
Montant	
Taille physique	
Complexité	
Méthodes/Technologie	
Autres caractéristiques	

i. Matériel**Formulaire MAT**

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le matériel proposé afin d'établir qu'il a la possibilité de mobiliser le matériel clé dont la liste figure à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification. Un formulaire distinct sera préparé pour chaque pièce de matériel figurant sur la liste, ou pour du matériel de remplacement proposé par le Soumissionnaire. Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés ci-dessous, dans la mesure du possible. Les entrées comportant un astérisque (*) seront utilisés pour l'évaluation.

Type de matériel*		
Renseignement sur le matériel	Nom du fabricant	Modèle et puissance
	Capacité*	Année de fabrication*
Position courante	Localisation présente	
	Détails sur les engagements courants	
Provenance	Indiquer la provenance du matériel <input type="checkbox"/> en possession <input type="checkbox"/> en location <input type="checkbox"/> en location-vente <input type="checkbox"/> fabriqué spécialement	

Les renseignements suivants seront omis pour le matériel en possession du Soumissionnaire.

Propriétaire	Nom du Propriétaire	
	Adresse du Propriétaire	
	Téléphone	Nom et titre de la personne à contacter
	Télocopie	Télex
Accords	Détails de la location / location-vente / accord de fabrication	

j. Personnel**a) Personnel proposé****Formulaire PER -1**

Le Soumissionnaire doit fournir les noms de personnels ayant les qualifications requises comme exigées dans la Section III Critère d'évaluation et de qualification. Les renseignements concernant leur expérience devront être indiqués dans le Formulaire ci-dessous à remplir pour chaque candidat.

1.	Désignation du poste
	Nom
2.	Désignation du poste
	Nom
3.	Désignation du poste
	Nom
4.	Désignation du poste
	Nom
5.	Désignation du poste
	Nom
6.	Désignation du poste
	Nom
Etc.	Désignation du poste
	Nom

b) Curriculum vitae du Personnel proposé

Formulaire PER-2

Le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés ci-dessous. Les entrées comportant un astérisque (*) seront utilisés pour l'évaluation.

Nom du Soumissionnaire		
Poste*		
Renseignements personnels	Nom*	Date de naissance
	Qualifications professionnelles	
Employeur actuel	Nom de l'employeur	
	Adresse de l'employeur	
	Téléphone	Contact (responsable / chargé du personnel)
	Télécopie	E-mail
	Emploi tenu	Nombre d'années avec le présent employeur

Résumer l'expérience professionnelle en ordre chronologique inverse. Indiquer l'expérience technique et de gestionnaire pertinente pour le projet.

De*	À*	Société / Projet / Position / expérience technique et de gestionnaire pertinente*

(Joindre obligatoirement une copie des diplômes ainsi que les curriculum vitae signés de leurs titulaires. Joindre éventuellement les certificats ou attestations de qualifications professionnelles ou tous autres moyens, notamment des certificats d'identité professionnelle attestant de la compétence des agents du Soumissionnaire à tenir convenablement leurs postes dans le dispositif :

- correspondant à la profession de gardien
- correspondant à la profession de maître-chien
- correspondant à la profession d'agent de sécurité privée
- correspondant à la formation aux premiers secours

PARTIE II : PROGRAMME D'ACTIVITES

Section V : Programme d'activités

Voir fichiers PDF ci-joint.

Le Programme d'activités a pour objectif :

- (a) de fournir suffisamment d'informations sur les Services à exécuter afin de permettre de préparer efficacement des soumissions précises ; et*
- (b) une fois le marché attribué, de permettre la présentation d'un programme d'activités qui sera utilisé pour l'appréciation périodique des Services exécutés.*

PARTIE III : MARCHE

**Section VI : Cahier de clauses et Conditions Administratives
Générales Applicables aux Marchés de Fournitures
Courantes et de Prestations de Services (CCAG-FCS)**

Table des matières

CHAPITRE I – GENERALITES	84
Article 1 : Champ d'application.....	84
Article 2 : Définitions.....	84
Article 3 : Obligations générales des parties	86
Article 4 : Pièces contractuelles	90
Article 5 : Garantie de Soumission, de bonne exécution et retenue de garantie	91
Article 6 : Confidentialité - Mesures de sécurité.....	93
Article 7 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	94
Article 8 : Protection de l'environnement.....	94
Article 9 : Réparation des dommages	94
Article 10 : Assurance	95
CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENT.....	96
Article 11 : Prix	96
Article 12 : Précisions sur les modalités de règlement.....	97
Article 13 : Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance	100
CHAPITRE III – DELAIS	101
Article 14 : Délai d'exécution.....	101
Article 15 : Pénalités	102
Article 16 : Primes pour réalisation anticipée des prestations	103
CHAPITRE IV –EXECUTION	104
Article 17 : Lieux d'exécution	104
Article 18 : Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire	104
Article 19 : Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché.....	105
Article 20 : Stockage, emballage et transport.....	105
Article 21 : Livraison	106
Article 22 : Surveillance en usine.....	107

CHAPITRE V – CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE.....	108
Article 23 - Opérations de vérification.....	108
Article 24 : Déroulement des opérations de vérification.....	108
Article 25 : Décisions après vérifications.....	109
Article 26 : Admission, ajournement, réfaction et rejet	109
Article 27 : Transfert de propriété.....	111
Article 28 : Maintenance des prestations	111
Article 29 : Garantie	112
CHAPITRE VI – RESILIATION.....	114
Article 30 : Principes généraux	114
Article 31 : Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	114
Article 32 : Résiliation pour événements liés au marché	114
Article 33 : Résiliation pour faute du titulaire.....	115
Article 34 : Résiliation pour motif d'intérêt général.....	116
Article 35 : Décompte de résiliation	116
Article 36 : Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés.....	119
Article 37 : Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	119
CHAPITRE VII – DIFFERENDS ET LITIGES	120
Article 38 : Différends entre les parties.....	120
Article 39 : Marchés à bons de commande comportant un minimum	121
Article 40 : Liste récapitulative des dérogations au CCAG	121

CHAPITRE I – GENERALITES

Article 1 : Champ d'application

- 1/1 Les stipulations du présent cahier des clauses administratives générales (CCAG) s'appliquent aux marchés de fournitures courantes et de prestations de services, passés au nom de l'ASECNA.
- 1/2 Ces marchés peuvent prévoir de déroger à certaines de ces stipulations.
- 1/3 Ces dérogations doivent figurer dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et font l'objet d'une liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

Article 2 : Définitions

Au sens du présent document :

- 2/1 «Actualisation du prix » consiste à revaloriser globalement le prix d'un marché, lorsque s'écoule un délai, supérieur à celui de la validité de l'offre, entre la remise de l'offre et le commencement des prestations.
- 2/2 «attributaire » désigne le soumissionnaire dont l'offre, a été retenue, avant l'approbation du marché
- 2/3 «bon de commande » désigne le contrat écrit simplifié conclu à titre onéreux entre, d'une part, l'ASECNA et, d'autre part, une personne physique ou morale, appelée entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services ayant pour objet l'exécution des travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services.
- 2/4 «bordereau des prix » désigne le document qui contient une décomposition par poste des prestations à exécuter et indique, pour chacun des postes, le prix applicable. Le détail estimatif et le bordereau des prix peuvent constituer un document unique.
- 2/5 «candidat » désigne une personne physique ou morale, entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services, qui participe à un appel à concurrence dans le cadre d'une procédure de passation d'un marché.
- 2/6 «Commission de Dépouillement et de Jugement des Offres (CDJO) » désigne la commission, chargée de procéder à l'ouverture des plis, à l'analyse, l'évaluation des offres et au choix de l'attributaire provisoire ou définitive du marché.
- 2/7 Les délais prévus au présent Cahier sont francs sauf lorsqu'ils sont exprimés en jours ouvrables. Lorsque le dernier jour d'un délai est un dimanche, un samedi, un jour férié ou un jour chômé, ce délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.
- 2/8 «détail estimatif » désigne le document qui, pour un marché à prix unitaires, contient une décomposition des prestations à exécuter par poste et indique, pour chaque poste, la quantité présumée et le prix unitaire correspondant du bordereau des prix ; le détail estimatif et le bordereau des prix peuvent constituer un document unique.

- 2/9 «engagement conjoint » désigne l'engagement vis-à-vis de l'ASECNA de chacun des membres du groupement, en cas de division en lots des travaux, fournitures ou services, à exécuter le ou les lots qui lui sont assignés. L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement et dans le marché comme mandataire, est solidaire de chacun des autres membres et les représente jusqu'à la date de la réception définitive.
- 2/10 «engagement solidaire »désigne l'engagement vis-à-vis de l'ASECNA de chacun des membres du groupement pour la totalité du marché et qui doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement ou marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement jusqu'à la date de la réception définitive.
- 2/11 «fournitures » désigne les biens mobiliers de toutes sortes, matières, produits, matériels, équipements et objets sous forme solide, liquide ou gazeuse ainsi que l'électricité
- 2/12 «groupement » désigne deux ou plusieurs candidats ou soumissionnaires qui souscrivent un engagement unique qui peut être soit conjoint soit solidaire.
- 2/13 Qu'il s'agisse d'un engagement conjoint ou d'un engagement solidaire, l'acte d'engagement et le marché doivent préciser la nature du groupement et désigner le mandataire.
- 2/14 «marché » désigne le contrat écrit conclu à titre onéreux entre, d'une part, l'ASECNA et, d'autre part, une personne physique ou morale, appelée entrepreneur, fournisseur ou prestataire ayant pour objet l'exécution des travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services et n'ayant pas fait l'objet d'exclusion du champ d'application de la réglementation des marchés de toute nature passés au nom de l'ASECNA.
- 2/15 « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception, qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de la notification ;
- 2/16 « ordre de service » est la décision de l'ASECNA qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché ;
- 2/17 «prestation » désigne les travaux, fournitures ou services.
- 2/18 « réception » est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'ASECNA reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. — l'«ajournement de la réception » est la décision prise par le L'ASECNA qui estime que les prestations pourraient être reçues, moyennant des corrections à opérer par le titulaire;
- 2/19 « réfaction » est la décision prise par L'ASECNA de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état;
- 2/20 « rejet » est la décision prise par l'ASECNA qui estime que les prestations ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction.

- 2/21 «services » désigne des prestations telles que des études, des services de conseil, des prestations de formation, de maintenance, d'ingénierie ou d'assistance qui ne se traduisent pas nécessairement par un résultat physiquement mesurable ou apparent.
- 2/22 «soumission » désigne l'acte d'engagement écrit et signé au terme duquel un soumissionnaire fait connaître ses conditions et s'engage à respecter les cahiers des charges applicables
- 2/23 «soumissionnaire » désigne un candidat qui participe à une procédure de passation de marché en déposant une offre.
- 2/24 «sous-détail des prix » désigne le document qui fait apparaître, pour chacun des prix du bordereau, ou seulement pour ceux d'entre eux désignés dans le cahier des clauses administratives particulières, les quantités et le montant des matériaux et fournitures, de la main-d'œuvre, des frais de fonctionnement du matériel, des frais généraux, taxes et marges. Ce document n'a pas de valeur contractuelle sauf disposition contraire prévue dans le marché.
- 2/25 «structure chargée de la passation des marchés » désigne la structure chargée de conduire la procédure de passation du marché au nom et pour le compte de l'ASECNA et de la représenter dans l'exécution dudit marché.
- 2/26 «titulaire » désigne l'attributaire d'un marché ou d'un accord-cadre qui a été approuvé conformément à la présente réglementation.

Article 3 : Obligations générales des parties

- 3/1 Forme des notifications et informations :
- La notification au titulaire des décisions ou informations de l'ASECNA, qui font courir un délai, est faite :
- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment désigné, contre récépissé ;
 - soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques. Les conditions d'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques sont déterminées dans les documents particuliers du marché ;
 - soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents en disposent autrement.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

- 3/2 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations :

3/2/1 Tout délai mentionné au marché commence à courir, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

- 3/2/2 Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Le fuseau horaire utilisé est celui du lieu de la livraison ou de l'exécution du service ou de la fourniture.

Un délai fixé en jours calendaires inclut les samedis, dimanches et jours fériés.

- 3/2/3 Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

- 3/2/4 Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

- 3/2/5 Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

- 3/2/6 Le délai s'appliquant au titulaire n'inclut pas le délai nécessaire à l'ASECNA pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision conformément au chapitre V.

3/3 Représentation de l'ASECNA :

Dès la notification du marché, l'ASECNA désigne une ou plusieurs personnes responsables du marché. Ces personnes sont habilitées à la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'ASECNA en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'ASECNA.

3/4 Représentation du titulaire :

- 3/4/1 Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'ASECNA, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'ASECNA dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

- 3/4/2 Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'ASECNA les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

3/5 Cotraitance :

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par l'ASECNA d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

3/6 Sous-traitance :

3/6/1 Le titulaire d'un marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'ASECNA l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

3/6/2 En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

3/6/3 L'agrément de chaque sous-traitant et, le cas échéant, les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance doivent être demandés selon les modalités suivantes :

1°. Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment de l'offre, le candidat doit, dans ladite offre, fournir à l'ASECNA une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et les références techniques du sous-traitant proposé ;
- c) le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- d) les modalités de règlement de ces sommes ;
- e) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, celles de révision des prix.

2°. Dans le cas où la demande est présentée après la conclusion du marché, le titulaire de celui-ci, soit remet contre récépissé à l'ASECNA, soit lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration spéciale contenant les renseignements susmentionnés.

Le titulaire doit en outre établir que le nantissement de créance résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation du comptable assignataire de la dépense, après accord écrit de l'établissement financier concerné.

3/6/4 Le titulaire d'un marché ne peut donner en sous-traitance des prestations dont la valeur est supérieure au tiers (1/3) du montant dudit marché, avenants y compris.

3/6/5 Dès la signature de l'acte constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'ASECNA notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître à l'ASECNA le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

3/6/6 Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'ASECNA, lorsque celle-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'ASECNA, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors taxes du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

3/7 Bons de commande :

3/7/1 Les bons de commande sont notifiés par l'ASECNA au titulaire.

3/7/2 Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

3/7/3 Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

3/7/4 En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l'ASECNA.

3/7/5 Lorsqu'au terme de l'exécution d'un marché à bons de commande, le total des commandes de l'ASECNA n'a pas atteint le minimum fixé par le marché, en valeur ou en quantités, le titulaire a droit à une indemnité pour tout préjudice confondu. Cette indemnité est égale à vingt-cinq pour cent (25%) de la valeur des prestations qui restaient à exécuter pour atteindre ce minimum.

3/8 Ordres de service :

- 3/8/1 Les ordres de service sont notifiés par l'ASECNA avec accusé de réception du titulaire.
- 3/8/2 Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.
- 3/8/3 Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Toutefois, sauf si le marché prévoit que le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai supérieur à six (06) mois à compter de la notification du marché, le titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre s'il lui est notifié plus de six (06) mois après la notification du marché. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze (15) jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus à l'ASECNA, pour proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. A l'expiration de ce délai, s'il n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date demandée. En cas de refus de l'ASECNA à la proposition de nouvelle date qui lui aura été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 32.2. Cette résiliation ne peut lui être refusée.

- 3/8/4 En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l'ASECNA.

Article 4 : Pièces contractuelles

- 4/1 Ordre de priorité :

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses annexes s'il y a lieu, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, notamment les documents tels que dossiers et plans
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché.

- 4/2 Pièces à remettre au titulaire. — Cession ou nantissement des créances.

- 4/2/1 La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'ASECNA au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.
- 4/2/2 L'ASECNA remet également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Article 5 : Garantie de Soumission, de bonne exécution et retenue de garantie

5/1 Garantie de soumission

- 5/1/1 Les candidats aux marchés passés par appel d'offres sont tenus de fournir une garantie, pour l'engagement que constitue leur offre, dénommée garantie de soumission, sauf dérogation accordée en raison de la nature du marché. Elle peut être constituée, selon le cas, sous la forme d'une garantie à première demande, d'une caution personnelle et solidaire, d'une lettre de crédit irrévocable, d'un chèque certifié émis par un établissement financier établi dans un pays membre de l'ASECNA.
- 5/1/2 Le montant de la garantie de soumission doit correspondre au moins à deux pour cent (2%) du montant de l'offre. Ce pourcentage minimum doit figurer dans le règlement de tout Dossier d'Appel d'Offres ayant prévu une telle garantie.
- 5/1/3 La garantie de soumission doit demeurer valide pendant trente jours(30) après l'expiration du délai fixé pour la validité des offres, y compris si le délai de validité de l'offre a été prorogé.
- 5/1/4 La garantie de soumission est restituée après la main levée donnée par l'ASECNA ou d'office aussitôt après la constitution de la garantie de bonne exécution.
- 5/1/5 L'ASECNA peut dispenser les candidats à un marché de fournir une garantie de soumission si elle estime qu'ils offrent, par ailleurs, suffisamment de garanties.

5/2 Garantie de Bonne Exécution

- 5/2/1 Tout titulaire d'un marché est tenu de fournir une garantie de bonne exécution du marché et de recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché, à l'exclusion de l'avance de démarrage couverte par la garantie à première demande. Cette garantie est constituée dans un délai maximal d'un (01) mois à compter de la date de notification du marché, et en tout état de cause préalablement à tout paiement effectué au titre du marché.
- 5/2/2 Le montant de la garantie est fixé à cinq pour cent (5%) du montant initial du marché augmenté ou diminué, le cas échéant, de ses avenants.
- 5/2/3 Elle doit être constituée sous la forme d'une garantie à première demande émise par un établissement bancaire sauf stipulation contraire dans le marché.
- 5/2/4 Lorsque le marché ne comporte pas de délai de garantie, la garantie de bonne exécution est libérée, à condition que le titulaire du marché ait rempli ses

obligations. A cet effet, une main levée est délivrée par l'ASECNA dans un délai maximal de trois (03) mois à compter de la réception des prestations.

5/2/5 Lorsque le marché comporte un délai de garantie, la garantie de bonne exécution est libérée, à condition que le titulaire du marché ait rempli ses obligations, et à la suite d'une main levée délivrée par l'ASECNA dans un délai maximal de trois (03) mois à compter de la réception provisoire des prestations.

5/3 Retenue de Garantie

5/3/1 Lorsque le marché comporte un délai de garantie, une partie de chaque paiement, à l'exclusion de l'avance de démarrage, peut être retenue par l'ASECNA pour couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

5/3/2 Le délai de garantie est le délai, qui peut être prévu par le marché, pendant lequel l'ASECNA peut formuler des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

5/3/3 La part des paiements retenue est fixée à cinq pour cent (5%) du montant de chaque paiement.

5/3/4 La retenue de garantie est restituée, à condition que le titulaire du marché ait rempli ses obligations afférentes à la période de garantie, dans un délai maximal de trois (03) mois suivant l'expiration du délai de garantie ou la réception définitive.

5/3/5 La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande qui doit demeurer en vigueur jusqu'à la réception définitive.

5/3/6 Lorsque la garantie à première demande remplace la retenue de garantie, elle doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

5/3/7 Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

5/3/8 La garantie à première demande est libérée trois (03) mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie ou à compter de la réception définitive.

Toutefois, à l'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie est perdue par le titulaire, ou la garantie à première demande est mise en œuvre si des réserves notifiées au titulaire et à l'organisme ayant apporté sa garantie n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

5/4 Garantie à Première Demande

- 5/4/1 L'ASECNA conserve la liberté d'accepter ou non les garanties présentées par le soumissionnaire ou le titulaire.
- 5/4/2 A l'expiration du délai de validité de la garantie à première demande, celle-ci cesse d'avoir effet ; si le titulaire du marché n'a pas rempli toutes ses obligations, il est tenu de prolonger la durée de validité de la garantie à première demande. Dans tous les cas, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'organisme ayant apporté la garantie que par main levée délivrée par l'ASECNA.

Article 6 : Confidentialité - Mesures de sécurité

6/1 Obligation de confidentialité :

- 6/1/1 Le titulaire et l'ASECNA qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalée comme présentant un caractère confidentiel et relatif notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'ASECNA, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.
- 6/1/2 Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.
- 6/1/3 Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

6/2 Protection des données à caractère personnel :

- 6/2/1 Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.
- 6/2/2 En cas d'évolution de la législation sur la protection des données nominatives en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'ASECNA afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.
- 6/2/3 Pour assurer cette protection, il incombe à l'ASECNA d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

6/3 Mesures de sécurité :

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ces dispositions particulières doivent être indiquées par l'ASECNA dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

- 6/4 Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Article 7 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

- 7/1 Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'ASECNA. Les modalités d'application de ces textes sont prévues par le CCAP.

- 7/2 En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'ASECNA afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

- 7/3 Le titulaire peut demander à l'ASECNA, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Article 8 : Protection de l'environnement

- 8/1 Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'ASECNA.

- 8/2 En cas d'évolution de la législation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'ASECNA afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Article 9 : Réparation des dommages

9/1 Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'ASECNA par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'ASECNA, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'ASECNA.

9/2 Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'ASECNA, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'ASECNA au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

9/3 Le titulaire garantit l'ASECNA contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Article 10 : Assurance

10/1 Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASECNA et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

10/2 Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASECNA et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENT

Article 11 : Prix

11/1 Règles générales :

11/1/1 Les prix sont réputés fermes.

11/1/2 Lorsque les prix fermes sont actualisables, le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

11/1/3 Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

11/1/4 Marchés comportant des prestations de maintenance :

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 28. 1.

La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge de l'ASECNA :

- la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- les modifications demandées par l'ASECNA aux spécifications du matériel prévues par le marché ;
- la réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute de l'ASECNA ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à l'ASECNA ;

- la réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.

11/2 Détermination des prix de règlement :

11/2/1 Lorsque le marché prévoit que le prix à payer résulte de l'application d'une disposition réglementaire, d'un barème, d'un tarif, d'un cours, d'une mercuriale, d'un indice, d'un index ou de tout autre élément établi en dehors du contrat, sans précision de date, l'élément à prendre en considération est celui qui est en vigueur :

- le jour de la livraison ou de la fin d'exécution du service, si ceux-ci sont effectués dans le délai prévu par l'ASECNA ou si l'ASECNA n'a pas fixé de délai ;
- à la date limite prévue par l'ASECNA pour la livraison ou la fin d'exécution du service, lorsque le délai prévu est dépassé.

11/2/2 Lorsque le marché prévoit une révision des prix, ceux-ci sont révisés à la date ou selon la périodicité prévue par les documents particuliers du marché.

Toutefois, lorsque le prix des fournitures courantes ou des services comporte une part importante de matières premières ou de produits, directement affectés par la fluctuation de cours mondiaux, il est procédé à une révision des prix au minimum tous les trois (03) mois à compter de la date de notification du marché.

Les conditions de révision des prix sont fixées par les documents particuliers du marché.

Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la livraison.

11/2/3 Lorsque les prix sont révisables, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Article 12 : Précisions sur les modalités de règlement

12/1 Avance :

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci à l'ASECNA. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze (12) mois suivant la date de commencement de leur exécution.

12/2 Acomptes :

Lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'ASECNA, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

12/3 Lorsque le titulaire remet à l'ASECNA une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

12/4 Contenu de la demande de paiement :

12/4/1 La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections décidées par l'ASECNA et fixées conformément aux dispositions de l'article 26.3;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

12/4/2 En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'ASECNA, correspondant à la différence entre le prix qu'elle aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

12/4/3 La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

12/4/4 Les prix unitaires peuvent être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

12/4/5 Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation. Pour déterminer ce pourcentage, il est fait application, si l'ASECNA le demande, de la décomposition des prix mentionnée à l'article 12.4. 1.

12/4/6 Le titulaire établit sa demande de paiement suivant le modèle ou selon les modalités fixés par les documents particuliers du marché.

12/5 Calcul du montant dû par l'ASECNA au titre des prestations fournies :

12/5/1 Le montant des sommes dues peut être établi sur la base de constats contradictoires, lorsque le CCAP le prévoit.

12/5/2 Lorsque le marché prévoit le versement d'acomptes, à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations, et qu'il indique la quotité du prix à régler à l'achèvement de chacune d'elles, la demande de paiement comprend :

- pour chaque partie du marché exécutée, la quotité correspondante ;
- pour chaque partie du marché entreprise, après accord de l'ASECNA, une fraction de la quotité correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations de la partie en cause.

12/6 Remise de la demande de paiement :

12/6/1 La remise d'une demande de paiement intervient :

- soit aux dates prévues par le marché ;
- soit après l'admission des prestations, conformément aux stipulations du marché ;
- soit au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'ASECNA une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci ;
- soit aux dates prévues pour le versement d'acomptes.

12/6/2 La demande de paiement peut indiquer les fournitures qui, en application des stipulations du marché ou d'un commun accord entre les parties, sont payées, alors même qu'elles restent en stockage chez le titulaire.

12/7 Acceptation de la demande de paiement par l'ASECNA :

L'ASECNA accepte ou rectifie la demande de paiement. Elle la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Elle arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, elle le notifie ainsi arrêté au titulaire.

12/8 Paiement pour solde et règlements partiels définitifs :

12/8/1 La demande de paiement est adressée à l'ASECNA après la décision d'admission.

La demande de paiement peut, également, donner lieu à un règlement partiel définitif des prestations fournies, dans le cas où les documents particuliers du marché ont prévu des paiements à l'issue de l'exécution de certaines parties des prestations prévues par le marché.

12/8/2 Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement, dans un délai de quarante-cinq (45) jours courant à compter de l'admission des prestations, l'ASECNA peut procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

12/8/3 En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'ASECNA règle les sommes qu'elle a admises. Après résolution du désaccord, elle procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Article 13 : Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

13/1 Dispositions relatives à la cotraitance :

13/1/1 En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

13/1/2 En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

13/1/3 Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'ASECNA la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

13/1/4 Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

13/2 Dispositions relatives aux sous-traitants :

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'ASECNA, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

CHAPITRE III – DELAIS

Article 14 : Délai d'exécution

14/1 Début du délai d'exécution :

14/1/1 Le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

14/1/2 Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification.

14/1/3 Le délai d'exécution d'une tranche conditionnelle part de la date de notification de la décision de son affermissement.

14/2 Expiration du délai d'exécution :

14/2/1 En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de l'ASECNA, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

14/2/2 Lorsque le marché a prévu que l'admission se fera dans les locaux du prestataire, la date d'expiration du délai d'exécution est celle prévue pour l'admission.

14/2/3 En cas de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à l'ASECNA, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

14/2/4 En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché.

14/3 Prolongation du délai d'exécution :

14/3/1 Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'ASECNA ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'ASECNA prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

14/3/2 Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'ASECNA les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze (15) jours. Il indique, par la même demande, à l'ASECNA la durée de la prolongation demandée.

14/3/3 dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

14/3/4 Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Article 15 : Pénalités

15/1 Pénalités pour retard :

15/1/1 Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 14. 3 et 21. 4.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 1\ 000$; dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

15/1/2 Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché HT actualisé ou révisé.

15/1/3 Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 200 000 FCFA HT pour l'ensemble du marché.

15/2 Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance :

15/2/1 Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment de l'ASECNA et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

15/2/2 L'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait de l'ASECNA, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;
- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché.

15/2/3 L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'ASECNA des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

15/2/4 Le titulaire est tenu de faire connaître à l'ASECNA la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés au 15. 2. 5.

15/2/5 Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

- huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;
- quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V * R) / 30 ;$$

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;

R = le nombre de jours de retard.

Article 16 : Primes pour réalisation anticipée des prestations

16/1 Le marché peut prévoir des primes pour réalisation anticipée, soit de l'ensemble des prestations, soit de certaines parties des prestations faisant l'objet de délais particuliers ou de dates limites fixés dans le marché.

16/2 La prime est versée HT, sans que le titulaire soit tenu de la demander, avec le solde de la prestation correspondante. Elle est soumise aux mêmes règles de paiement que celles relatives à ce solde.

CHAPITRE IV –EXECUTION

Article 17 : Lieux d'exécution

- 17/1 Le titulaire doit faire connaître à l'ASECNA, sur sa demande, le lieu d'exécution des prestations. L'ASECNA peut en suivre sur place le déroulement. L'accès aux lieux d'exécution est réservé aux seuls représentants de l'ASECNA.
Les personnes qu'elle désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues à l'article 6. 1.
- 17/2 Si le titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle de l'ASECNA en cours d'exécution du marché, il encourt les sanctions prévues à l'article 33.

Article 18 : Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

- 18/1 Lorsque les documents particuliers du marché prévoient la remise au titulaire de matériels ou d'objets à réparer, à modifier ou à entretenir ainsi que d'approvisionnements, c'est-à-dire de produits finis ou semi-finis ou de matières premières, les matériels, objets et les approvisionnements non consommés sont restitués au lieu et à la date fixée par les documents particuliers du marché.
- Un constat contradictoire est établi pour contrôler l'état du matériel, de l'objet ou de l'approvisionnement, au moment de leur mise à disposition du titulaire. Ce constat est signé par les deux parties. Il mentionne la valeur du matériel.
- La date effective de la mise à disposition est celle du constat contradictoire.
- 18/2 Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Les documents et la formation éventuellement nécessaires pour l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui est confié au titulaire sont fournis dès leur mise à sa disposition par l'ASECNA.
- 18/3 Le titulaire est tenu de faire assurer, à ses frais, préalablement à leur mise à sa disposition et tant qu'il en dispose, les matériels, les objets et les approvisionnements qui lui ont été confiés et d'être en mesure, à tout moment de l'exécution du marché, de justifier qu'il s'est acquitté de cette obligation d'assurance.
- 18/4 Les frais et risques de transport des matériels, objets et approvisionnements qui doivent être restitués à l'ASECNA sont à la charge du titulaire.
- 18/5 Un constat contradictoire est établi lors de la restitution du matériel, objet ou approvisionnement à l'ASECNA. Si le titulaire ne peut restituer en bon état un matériel, un objet ou un approvisionnement non consommé, pour quelque motif que ce soit, l'ASECNA décide, après s'être informée des possibilités du titulaire, de la mesure de réparation à appliquer: remplacement, remise en état ou remboursement.

Dans le cas d'un remboursement, la valeur prise en compte sera la valeur résiduelle à la date de la disparition du bien ou du sinistre.

- 18/6 A défaut de restitution, de remplacement, de remise en état ou de remboursement dans les délais prévus aux documents particuliers du marché, l'ASECNA peut suspendre le paiement des sommes dues au titre des prestations en cause, dans la limite de la valeur résiduelle des biens concernés, jusqu'à ce que la restitution, le remplacement, la remise en état ou le remboursement soient effectivement opérés.

Outre les mesures de réparation mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 33, en cas de non-restitution, de détérioration ou d'utilisation abusive du matériel, de non-remplacement, de non-réparation ou de non-remboursement des objets confiés ou des approvisionnements non consommés.

Article 19 : Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

- 19/1 L'ASECNA aménage, à ses frais, les locaux destinés à l'installation du matériel et, le cas échéant, après consultation du titulaire, pourvoit à leur maintenance et à leur approvisionnement en fluides.
- 19/2 L'ASECNA informe le titulaire de la disponibilité des locaux. Cette information doit être faite quinze (15) jours, au moins, avant la livraison du matériel.

Ces aménagements doivent être terminés avant la date prévue pour la livraison.

Article 20 : Stockage, emballage et transport

- 20/1 Stockage :

20/1/1 Si les documents particuliers du marché prévoient l'obligation pour le titulaire de stocker des matériels dans ses locaux, celui-ci assume à leur égard la responsabilité du dépositaire durant un délai précisé par les documents particuliers du marché et courant à compter de leur admission.

20/1/2 Lorsque les matériels sont stockés dans les locaux de l'ASECNA, celle-ci assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission.

- 20/2 Emballage :

20/2/1 La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

20/2/2 Les emballages restent la propriété du titulaire.

- 20/3 Transport :

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Article 21 : Livraison

21/1 Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

21/2 La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

21/3 Si la disposition des locaux désignés entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par les documents particuliers du marché, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement. Ces prestations de manutention donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

21/4 Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 14., une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

21/5 Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

21/6 Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

21/7 Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 14. 3.

21/8 Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Article 22 : Surveillance en usine

22/1 Lorsque les documents particuliers du marché prévoient une surveillance en usine de l'exécution des prestations, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions du présent article.

Il doit faire connaître à l'ASECNA les usines ou ateliers dans lesquels se dérouleront les différentes phases d'exécution des prestations. Il s'engage à procurer le libre accès de ces usines ou ateliers à l'ASECNA et à mettre gratuitement à sa disposition les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

22/2 Le titulaire doit prévenir, en temps utile, l'ASECNA de toutes les opérations auxquelles cette dernière a déclaré vouloir assister ; à défaut, l'ASECNA pourra soit les faire recommencer, soit refuser les prestations soumises à ces opérations, en dehors de son contrôle. L'ASECNA doit être avisée immédiatement de tous événements de nature à modifier le déroulement prévu des opérations.

22/3 Au cours de l'exécution des prestations, l'ASECNA signale au titulaire tout élément de la prestation qui n'est pas satisfaisant.

22/4 L'exercice de la surveillance laisse entière la responsabilité du titulaire et ne limite pas le droit de l'ASECNA de refuser les prestations reconnues défectueuses au moment de la vérification.

22/5 Les agents de l'ASECNA et les personnes mandatées par elle, qui sont, du fait de leurs fonctions, informées des moyens de fabrication ou de toute autre information relative au titulaire, sont soumis à l'obligation de discrétion mentionnée à l'article 6.1.

Leurs frais de déplacement et leur rémunération, exposés dans le cadre de ces opérations de surveillance, sont en totalité à la charge de l'ASECNA.

CHAPITRE V – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

Article 23 - Opérations de vérification

23/1 Nature des opérations :

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché. A défaut d'indication dans le marché, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'ASECNA sur les prestations livrées au titre du marché.

23/2 Frais de vérification :

23/2/1 Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'ASECNA pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

23/2/2 Le titulaire avise l'ASECNA de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

23/3 Présence du titulaire : l'ASECNA avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Article 24 : Déroulement des opérations de vérification

24/1 L'ASECNA effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps. Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités précisées à l'article 25.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

24/2 Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées au 24.1 ci-dessus sont exécutées par l'ASECNA, dans les conditions prévues à l'article 25 ci-après.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'ASECNA ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu.

Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire signale que, sous réserve des dispositions du 24.3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

24/3 Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Article 25 : Décisions après vérifications

25/1 Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérifications quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'ASECNA peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

25/2 Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'ASECNA prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 26.

Article 26 : Admission, ajournement, réfaction et rejet

26/1 Admission :

L'ASECNA prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

26/2 Ajournement :

26/2/1 L'ASECNA, lorsqu'elle estime que des prestations ne peuvent être admises moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'ASECNA les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'ASECNA a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 26.3 et 26.4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix(10) jours ci-dessus mentionné.

Le silence de l'ASECNA au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet des prestations.

26/2/2 Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'ASECNA dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

26/2/3 Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'ASECNA, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'ASECNA, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'ASECNA présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

26/3 Réfaction :

Lorsque l'ASECNA estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

26/4 Rejet :

26/4/1 Lorsque l'ASECNA estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

26/4/2 En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

26/4/3 Le titulaire dispose d'un délai d'un (01) mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'ASECNA, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'ASECNA présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

26/5 Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'ASECNA, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'ASECNA ne peut prendre une décision d'ajournement, une décision d'admission avec réfaction ou une décision de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze (15) jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'ASECNA des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'ASECNA a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

Article 27 : Transfert de propriété

27/1 L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

27/2 Si la remise des prestations à l'ASECNA est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

Article 28 : Maintenance des prestations

28/1 Conditions et modalités de la maintenance :

Si le marché prévoit la maintenance des prestations livrées, celle-ci comprend les interventions demandées par l'ASECNA, en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées au matériel à l'initiative du titulaire. L'ASECNA est préalablement avisée de ces modifications. Elle peut s'y opposer, lorsqu'elles rendent nécessaires des changements dans ses processus de fonctionnement, à moins que le titulaire n'assume les frais de ces changements. L'ASECNA s'interdit d'exécuter ou de faire exécuter, sans l'accord du titulaire, toute opération de maintenance autre que celles dont l'exécution lui incombe conformément aux documents particuliers du marché.

Le titulaire garantit que le matériel dont il assure la maintenance reste apte à remplir les fonctions définies dans les documents particuliers du marché.

28/2 Accès aux locaux de l'ASECNA pour les opérations de maintenance :

28/2/1 Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux de l'ASECNA, les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée dans les documents particuliers du marché et appelée période d'intervention. Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie dans les documents particuliers du marché.

La période d'intervention s'étend de huit (08) heures à dix-huit (18) heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

28/2/2 L'ASECNA assure aux préposés du titulaire chargés de la maintenance, et qu'elle a agréés, l'accès de ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements.

Elle peut retirer son agrément par une décision motivée, dont elle informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux de l'ASECNA, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par l'ASECNA

28/3 Maintenance dans les locaux du titulaire :

Lorsque le marché prévoit que la maintenance est effectuée dans les locaux du titulaire, le délai de restitution du matériel est de quinze (15) jours.

Ce délai court de la date d'arrivée de l'élément en panne dans les locaux du titulaire jusqu'à la date d'arrivée de l'élément réparé, ou de l'élément de remplacement, dans les locaux de l'ASECNA

Article 29 : Garantie

29/1 L'entrepreneur est tenu de constituer une garantie de bonne exécution dans les vingt (20) jours qui suivent la notification du marché.

29/1/1 Si la garantie doit être augmentée en application d'un avenant ou d'une décision de la personne responsable du marché, intervenant comme il est dit au paragraphe 1.3 du présent article, L'entrepreneur doit effectuer cette opération dans les vingt (20) jours de la notification de l'avenant ou de la décision qui la prescrit.

En cas de prélèvement sur la garantie pour quelque motif que ce soit, l'entrepreneur doit aussitôt la reconstituer.

29/1/2 L'absence de constitution ou, s'il y a lieu d'augmentation ou de reconstitution dans les délais contractuels de la garantie fait obstacle à la mise en œuvre de la procédure de règlement des sommes dues à l'entrepreneur y compris l'avance de démarrage, à moins que celui-ci ne s'engage à affecter directement ces sommes à la régularisation de la garantie.

29/1/3 Le remplacement de la garantie de bonne exécution par une garantie à première demande et sa libération se feront dans les conditions prévues par la Réglementation.

29/2 Retenue de garantie

Elle est destinée à garantir le parfait achèvement de l'ouvrage et à remédier le cas échéant à la carence ou à la défaillance de l'entrepreneur pendant le délai de garantie.

Elle peut être remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues par la Réglementation.

Le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande et sa libération se feront dans les conditions prévues par la Réglementation.

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un (01) an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

29/3 Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'ASECNA.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'ASECNA un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

29/4 Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision de l'ASECNA après consultation du titulaire.

29/5 Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'ASECNA. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

29/6 Prolongation du délai de garantie :

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

CHAPITRE VI – RESILIATION

Article 30 : Principes généraux

- 30/1 L'ASECNA peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 32, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 33, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 31. L'ASECNA peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 34.
- 30/2 La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 31 : Résiliation pour événements extérieurs au marché

- 31/1 Décès ou incapacité civile du titulaire :

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'ASECNA peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

- 31/2 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

- 31/3 Incapacité physique du titulaire :

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'ASECNA peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 32 : Résiliation pour événements liés au marché

- 32/1 Difficulté d'exécution du marché :

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'ASECNA peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'ASECNA résilie le marché.

32/2 Ordre de service tardif :

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article 3. 8. 3, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution.

Article 33 : Résiliation pour faute du titulaire

33/1 L'ASECNA peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18. 6 ;
- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'ASECNA dans le cadre des articles 17 et 22 ;
- e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3. 6;
- f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 10 ;
- g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 30. 1, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3. 4. 2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux;
- j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 6 ;
- k) Dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente (30) jours consécutifs;

- l) L'utilisation des résultats par l'ASECNA est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché.
- m) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- n) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

33/2 Sauf dans les cas prévus aux i, m et n du 32. 1 ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASECNA informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

33/3 La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Article 34 : Résiliation pour motif d'intérêt général

34/1 Lorsque l'ASECNA résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de cinq pour cent (5 %).

34/2 Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché. Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

Article 35 : Décompte de résiliation

35/1 La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par l'ASECNA et notifié au titulaire.

35/2 Le décompte de résiliation qui fait suite à une décision de résiliation prise en application des articles 32 et 34 comprend :

35/2/1 Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur

de reprise des moyens que l'ASECNA cède à l'amiable au titulaire ;

- le montant des pénalités.

35/2/2 Au crédit du titulaire :

35/2/2/1 La valeur des prestations fournies à l'ASECNA , à savoir :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'ASECNA telles que le stockage des fournitures.

35/2/2/2 Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à l'ASECNA, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :

- le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché ;
- le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du marché ;
- les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du marché ;

35/2/2/3 Les dépenses de personnel dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du marché.

35/2/2/4 Si la résiliation est prise en application de l'article 34, une somme forfaitaire calculée en appliquant un pourcentage à la différence entre le montant hors TVA non révisé du marché et le montant hors TVA non révisé des prestations réceptionnées. Dans le silence du marché, ce pourcentage est de cinq pour cent 5 %.

Le montant ainsi calculé sera révisé à la date d'effet de la résiliation conformément aux dispositions du marché.

35/2/2/5 Plus généralement, tous préjudices subis du fait de la résiliation par le titulaire et éventuellement ses sous-traitants et fournisseurs.

35/3 Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation prise en application de l'article 33 comprend :

35/3/1 Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;

- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'ASECNA cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités ;
- le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article 37.

35/3/2 Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'ASECNA telles que le stockage des fournitures.

35/4 Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation prise en application de l'article 31 ou à la suite d'une demande du titulaire comprend :

35/4/1 Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'ASECNA cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités.

35/4/2 Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'ASECNA telles que le stockage des fournitures.

35/5 La notification du décompte par l'ASECNA au titulaire doit être faite au plus tard deux (02) mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Article 36 : Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés

- 36/1 En cas de résiliation, l'ASECNA peut exiger du titulaire, aux frais de ce dernier :
- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
 - la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
 - l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.
- 36/2 L'ASECNA en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

Article 37 : Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

- 37/1 A la condition que les documents particuliers du marché le prévoient et que la décision de résiliation le mentionne expressément, l'ASECNA peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.
- 37/2 S'il n'est pas possible à l'ASECNA de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.
- 37/3 Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'ASECNA.
- 37/4 L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

CHAPITRE VII – DIFFERENDS ET LITIGES

Article 38 : Différends entre les parties

La personne responsable du marché et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

47/1 Mémoire en réclamation :

47/1/1 Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le titulaire et le représentant de l'ASECNA, le titulaire rédige un mémoire en réclamation.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs du différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire à la personne responsable du marché et en adresse copie au maître d'œuvre.

47/1/2 Après avis du maître d'œuvre, la personne responsable du marché notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

47/1/3 L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

47/2 Lorsque la personne responsable du marché n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées aux articles 38.3 à 38.6.

47/3 Les différends entre le titulaire, ses sous-traitants et l'ASECNA sont, à peine de forclusion, portés devant le Directeur Général de l'ASECNA dans un délai de trente (30) jours à compter de la naissance du litige, sous forme de rapport ou mémoire comportant les motifs et le montant des réclamations. Celui-ci devra donner une suite à la requête du titulaire dans un délai de deux (02) mois. A défaut d'une réponse, la requête est considérée comme rejetée.

47/4 L'ASECNA et le titulaire doivent mettre tout en œuvre pour régler à l'amiable, dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de réception du rapport ou mémoire, tout différend survenant entre eux au titre d'un marché.

47/5 A défaut d'un règlement amiable dans ce délai de trois (03) mois, le litige sera réglé par voie arbitrale. Sauf stipulation contraire du marché, l'arbitre sera désigné par le Président du Tribunal administratif ou son équivalent dans le ressort duquel se trouve le lieu d'exécution du marché, à la diligence de l'une ou l'autre des parties. En cas de pluralité de lieux d'exécution, l'arbitre est désigné par le Président du Tribunal Administratif ou son équivalent du ressort du siège de l'ASECNA.

47/6 La sentence rendue par l'arbitre sera obligatoire et définitive entre l'ASECNA et le titulaire.

Article 39 : Marchés à bons de commande comportant un minimum

- 39/1 Lorsqu'au terme de l'exécution d'un marché à bons de commande le total des commandes de l'ASECNA n'a pas atteint le minimum fixé par le marché, en valeur ou en quantités, le titulaire a droit à une indemnité, pour tout préjudice confondu, égale à vingt-cinq pour cent (25%) de la valeur des prestations restant à exécuter pour atteindre ce minimum.
- 39/2 Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter à l'ASECNA toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché.

Article 40 : Liste récapitulative des dérogations au CCAG

Le dernier article du CCAP indique la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

Section VII : Cahier des Clauses Administratives Particulières

Tables de Matières

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES.....	126
Article 1. Objet du marché	126
Article 2. Election de domicile et notifications (CCAG-FCS-Article 3/1)	126
Article 3. Représentant de l'ASECNA (CCAG-FCS-Article 3/3).....	126
Article 4. Représentant du fournisseur (CCAG-FCS Article 3/4)	126
Article 5. Sous-traitance (CCAG-FCS-Article 3/6)	126
Article 6. Documents contractuels (CCAG-FCS-Article 4).....	127
Article 7. Garanties de bonne exécution (CCAG-FCS-Article 5/2).....	127
Article 8. Retenue de garantie (CCAG Article 5/3)	127
Article 9. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail (CCAG-FCS-Article 7).....	127
Article 10. Assurances (CCAG-FCS-Article 10)	129
CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT	133
Article 11. Montant du marché (CCAG-FCS-Article 11).....	133
Article 12. Impôts, droits et taxes (CCAG-FCS-Article 11).....	134
Article 13. Révision des prix (CCAG-FCS-Article 11)	134
Article 14. Avance de démarrage (CCAG-FCS-Article 12.1)	134
Article 15. Modalités de règlements (CCAG-FCS-Article 12).....	134
Article 16. Délai de paiement (CCAG-FCS-Article non prévu)	135
Article 17. Intérêts moratoires (CCAG-Article non prévu)	135
CHAPITRE III : DELAIS	136
Article 18. Délai d'exécution (CCAG-FCS-Article 14).....	136
Article 19. Pénalités, primes et retenues (CCAG-FCS-Article 15).....	136
CHAPITRE IV : EXECUTION – LIVRAISON	137
Article 20. Modalités de livraison (CCAG-FCS-Article 21)	137
Article 21. Services connexes (CCAG-FCS-Article 19, 20 et 21).....	138
CHAPITRE V : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	139
Article 22. Operations de vérification (CCAG-FCS - Articles 23, 24, 25 et 26).....	139

Article 23. Délai de garantie (CCAG-FCS - Article 29).....	139
CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE	140
Article 24. Résiliation du marché (CCAG-FCS-Articles 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37).....	140
CHAPITRE VII : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	141
Article 25. Règlement des différends (CCAG-FCS – Article 38).....	141
CHAPITRE VIII : REGLEMENTATION ET DROIT APPLICABLES	142
Article 26. Réglementation applicable	142
Article 27. Droit applicable	142
CHAPITRE IX : DISPOSITIONS DIVERSES.....	143
Article 28. Prise d’effet du marché	143
Article 29. Dérogation aux articles du CCAG-FCS (CCAG-FCS – Article 40).....	143

**AGENCE POUR LA SECURITE DE LA NAVIGATION AERIENNE EN AFRIQUE
ET A MADAGASCAR (A S E C N A)**

(Indiquer le nom de l'Autorité Contractante)

IMPUTATION :

- Exercice budgétaire
- Projet n° NPE (si nécessaire)
- ou Compte budgétaire (CB) : ... Centre de synthèse (CS):
- Source (s) de financement:

MARCHE N°(année)/numéro séquentiel/ASECNA/...../.....
*Marché passé par _____, conformément à l'Article N°__ de la Règlementation des
Marchés de Toute Nature(RMTN) passés au nom de l'ASECNA*

(Indiquer une brève description l'objet du marché)

- **MONTANT DU MARCHE** :
- **TITULAIRE DU MARCHE** :
- **DELAI D'EXECUTION** :
- **DATE D'APPROBATION** :
- **DATE DE NOTIFICATION** :

- **DATE PREVISIONNEL D'ACHEVEMENT** :

ENTRE

D'UNE PART,

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), ayant son siège social à Dakar (Sénégal), **32 – 38, Avenue Jean Jaurès BP 3144**, représentée par son **Directeur Général, Monsieur MOHAMED MOUSSA** , et désignée ci-après par le vocable "Autorité Contractante" ou « **ASECNA** »

ET

D'AUTRE PART,

La Société (*dénomination et adresse complète*) représentée au présent marché *par (qualité et nom de la personne habilitée à signer le marché)*, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes, désigné ci-après par le vocable “ **Prestataire** “

ATTENDU que l'ASECNA souhaite confier au Prestataire la réalisation des services de nettoyage et d'entretien de ses locaux (ci-après dénommée « **les Services** ») :

Et que le Prestataire a indiqué l'accepter dans les termes et conditions ci-après précisés,

LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT:

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet, pour le Prestataire, d'organiser et de déployer sous sa responsabilité, des agents de propreté pour assurer le nettoyage et l'entretien de ses locaux et tels que précisés dans le Programme d'Activités.

Article 2. Election de domicile et notifications (CCAG-FCS-Article 3/1)

Le Prestataire devra, dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de réception de l'ordre de service de notification du marché, indiquer, à l'ASECNA ou son représentant par courrier recommandé avec accusé de réception, l'adresse à laquelle il souhaite recevoir ses notifications durant toute la durée des prestations.

Toutes correspondances, documents, et notamment les ordres de service, lui seront notifiés à cette adresse. Si le Prestataire décidait de changer d'adresse, il en aviserait l'ASECNA ou son représentant de l'ASECNA au moins huit (8) jours à l'avance. A défaut d'indication de cette adresse, les notifications au Prestataire seront valablement faites par courrier, remise en main propres, téléfax, à l'adresse de son siège social du Prestataire ou par courrier électronique.

Article 3. Représentant de l'ASECNA (CCAG-FCS-Article 3/3)

Le Responsable du Marché est le (*indiquer le Chef de l'Autorité Contractante*), à l'adresse suivante :

Le Représentant de l'Autorité Contractante: est (*indiquer le Représentant ou la structure interne chargée par l'ASECNA pour assurer le suivi des prestations ainsi que son adresse complète*)

Article 4. Représentant du Prestataire (CCAG-FCS Article 3/4)

Le Prestataire désigne (*indiquer le signataire du présent marché ou son représentant dûment accrédité*).

Article 5. Sous-traitance (CCAG-FCS-Article 3/6)

(Retenir l'une des deux options suivantes)

Le Prestataire est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son Marché.

Toutefois, il doit obtenir l'accord préalable de l'Autorité Contractante. Les parties à sous-traiter ne peuvent dépasser (*indiquer le pourcentage qui peut être sous-traité sans pourtant dépasser le trente pour cent (30%) du montant des prestations objet du marché*) du montant de son marché.

En cas de sous-traitance du marché, le Prestataire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations de celui-ci.

Le sous-traitant du Prestataire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiements ont été agréées par l'Autorité Contractante et le Prestataire peut être payé, à sa demande, directement par cette dernière pour la part dont il assure l'exécution.

Ou

Le Prestataire ne peut sous-traiter aucune partie de son Marché.

Article 6. Documents contractuels (CCAG-FCS-Article 4)

L'ensemble des documents énumérés ci-dessous, dont le Fournisseur assure avoir pris connaissance, constitue le contrat définissant les conditions du marché:

- a) l'Acte d'engagement;
- b) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes;
- c) le Programme d'activités ;
- d) le bordereau des prix;
- e) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et prestations de service (CCAG-FCS) ;
- f) l'offre et ses annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci- dessus.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces portant le même rang ou entre les dispositions d'une même pièce, les dispositions les plus restrictives, ou les plus avantageuses pour l'ASECNA, l'emportent.

Article 7. Garanties de bonne exécution (CCAG-FCS-Article 5/2)

Le présent marché est exempté de la garantie de bonne exécution.

Article 8. Retenue de garantie (CCAG Article 5/3)

Retenir l'une des deux options suivantes:

Option A: le Marché comporte un délai de garantie, écrire:

"Non applicable"

Option B: le Marché ne comporte pas un délai de garantie, écrire:

"Non applicable"

Article 9. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail (CCAG-FCS-Article 7)

Le Prestataire s'engage, pour l'emploi de la main-d'œuvre, à se conformer aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur au Sénégal. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du Sénégal.

Il s'engage à mettre à la disposition de l'ASECNA dans le cadre de l'exécution du présent marché une équipe dirigée par qui représentera le Prestataire vis-à-vis de l'ASECNA.

Il s'engage à notifier immédiatement à l'ASECNA les modifications survenues en cours d'exécution du présent marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à la liquidation éventuelle de l'entreprise ;
- et, généralement, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Il s'engage à faire effectuer les prestations par son personnel qui dispose des habilitations requises et est en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal. Chaque agent de propreté que le Prestataire mettra à la disposition de l'ASECNA devra :

- avoir un casier judiciaire vierge, être de bonne moralité, jouir d'une excellente forme physique et d'une bonne santé ;
- parler couramment français et savoir lire et écrire français ;
- avoir un contrat de travail en bonne et due forme avec le Prestataire ; le Prestataire s'engage donc à n'utiliser, dans le cadre du présent marché, que des agents de propreté qui appartiennent en propre à son entreprise, à l'exclusion de tout employé occasionnel, intérimaire, etc. ;
- être déclaré à la Caisse de Sécurité Sociale et à l'Institution de Prévoyance Retraite du Sénégal ;
- percevoir un salaire mensuel régulier d'un montant net minimum de cinquante mille (50.000) francs CFA (y compris primes de risque, de transport, etc.) et au plus tard à la date huit (08) du mois ;
- être rémunéré pour les heures supplémentaires qu'il aura éventuellement effectué conformément aux dispositions contenues dans l'offre du Prestataire ;
- avoir un régime de travail n'excédant pas huit (08) heures d'affilé à l'exception des postes de renfort pour lesquels il peut être autorisé un régime de travail n'excédant pas douze (12) heures d'affilé ;
- avoir une durée hebdomadaire maximale de travail de cinquante-six (56) heures équivalant à quarante (40) heures conformément à l'arrêté n°69/46 du 10/11/1953 et la loi 70183 du 20/02/1970 fixant le régime général des dérogations à la durée légale du travail ;
- bénéficier d'au moins un jour de repos effectif par semaine ;
- bénéficier d'un (01) mois de congés annuels.

Il s'engage à faire effectuer les prestations par son personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire et disposant des habilitations requises. Chaque agent de sécurité que le Prestataire mettra à la disposition de l'ASECNA devra avoir reçu une formation :

- ;
-

Il s'engage à doter son personnel intervenant des équipements de protection individuelle nécessaires et suffisants, exigés de par la nature des prestations qui lui sont confiées. Chaque agent de sécurité que le Prestataire mettra à la disposition de l'ASECNA devra être muni de :

- un badge d'identification du Prestataire ;
-

Il s'engage à doter son équipe d'intervention des moyens nécessaires et suffisants, exigés de par la nature des prestations qui lui sont confiées et pour assurer une intervention rapide.

Il déclare avoir pris connaissance des consignes données l'ASECNA et s'engage à s'y conformer. Chaque agent de sécurité que le Prestataire mettra à la disposition de l'ASECNA devra :

- respecter les consignes générales données par l'ASECNA et approuvées par le Prestataire ;
- respecter les consignes particulières par l'ASECNA et portées à la connaissance du Prestataire ;
- renseigner avec tout le soin, toute l'efficacité, toute la diligence requise, selon les meilleures pratiques et normes professionnelles généralement admises en la matière :
 - le registre regroupant les consignes "Générales et Particulières" qui comprendra une liste des numéros de téléphone utiles
 - le registre de contrôle des entrées et sorties ;
 - le registre des évènements ;
- respecter les consignes et règles pour la protection des personnes et des biens.

Il s'engage à assurer une coordination adéquate de son équipe qui sera continuellement en contact avec la Direction des Opérations durant toute la durée de service pour assurer la remontée rapide de tout problème au Superviseur, obtenir du renfort rapide de l'équipe d'intervention en cas de besoin, recevoir en temps réel les comptes rendus d'incident et les communiquer en temps réel à l'ASECNA.

Tant pour la qualification des intervenants que pour la protection individuelle, l'ASECNA pourra demander au Prestataire de justifier par tout moyen à sa convenance des qualités requises.

Article 10. Assurances (CCAG-FCS-Article 10)

Le Prestataire est et demeure le seul responsable et garantit l'ASECNA contre toute réclamation émanant de tiers, pour la réparation de préjudices de toute nature, ou de lésions corporelles survenues à raison de la réalisation du présent Marché par le Fournisseur.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution le Prestataire justifiera, au moyen d'une attestation, qu'il dispose des assurances nécessaires.

L'attestation indiquera l'étendue de la responsabilité garantie et l'ASECNA peut, si elle juge la couverture insuffisante, demander l'augmentation de la couverture de la responsabilité garantie.

10.1 – Responsabilité

Le Prestataire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Il est responsable :

- des dommages que la mauvaise exécution des prestations pourrait causer :
 - à son personnel, aux agents de l'ASECNA ou à des tiers ;
 - à ses biens, aux biens appartenant à l'ASECNA ou à des tiers.
- de ses propres actes et de ceux de ses agents de sécurité ainsi que des dommages causés par les véhicules ou le matériel dont il a la charge.
- des dommages subis par les biens dont il avait constaté l'existence et qui se trouveraient dans un milieu ouvert.

Ces biens doivent avoir été préalablement inventoriés par l'Agence dans le cahier de passation de consignes.

Tout fait générateur de dommages aux installations ou aux biens de l'ASECNA devra, immédiatement, faire l'objet, sur l'initiative du Prestataire, d'un procès-verbal qui sera transmis à l'ASECNA.

Le Prestataire ne pourra être tenu responsable que pour les vols ou dommages commis avec effraction dûment constatés par un officier de police judiciaire sur les sites dont il assure la sécurité.

Pour les objets ou effets qui auraient disparu ou auraient été endommagés dans des locaux fermés, la responsabilité du Prestataire ne pourra être engagée que s'il y a eu effraction dûment constatée par procès-verbal d'enquête dressé par les services compétents de l'Etat en la matière, suite à une plainte de l'ASECNA.

Toutefois, les objets ou valeurs appartenant aux employés de l'ASECNA seront sous la garde exclusive de leurs propriétaires.

10.2 – Assurances à l'égard des tiers

Le Prestataire devra renouveler, en début de chaque année, son assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de l'ASECNA, en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante.

Dans le cadre du présent marché, le Prestataire devra justifier à première demande de l'ASECNA, qu'il a souscrit un contrat d'assurance auprès d'un assureur agréé.

Article 11. Prévention (CCAG-FCS-Article non prévu)

Le Prestataire déclare avoir pris connaissance des mesures de prévention concernant les prestations de service effectuées dans une entreprise extérieure et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. Le Prestataire est tenu de se conformer à tous les règlements existants en la matière, notamment ceux relatifs à l'Hygiène.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le Prestataire reconnaît devoir en informer, au plus tôt, l'ASECNA.

Le Prestataire devra justifier que l'ensemble du personnel qu'il emploie dans le cadre du présent marché a fait l'objet d'une surveillance médicale périodique, conformément aux dispositions en vigueur.

L'ASECNA établira avec le Prestataire, avant tout commencement d'exécution, un plan de prévention. Selon la spécificité des lieux d'intervention, le plan de prévention veillera à définir les consignes de sécurité liées aux matériels utilisés et à leur implantation et liées à l'environnement immédiat à la zone d'intervention et aux risques d'interactivités.

Article 12. Sécurité et protection du secret (CCAG-FCS-Article non prévu)

Le Prestataire remet à l'ASECNA la liste nominative des agents de propreté affectés sur le site. Cette liste doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel ainsi que dans sa qualification, notamment si un employé cesse ou commence ses fonctions.

Le Prestataire déclare au préalable avoir pris connaissance, lors de la visite du site, des caractéristiques de l'environnement, de ses contraintes sur la protection du personnel de l'ASECNA, des obligations qui en résultent pour lui.

Le Prestataire s'engage à adresser chaque année, à l'ASECNA, la liste actualisée des agents destinés à intervenir à l'ASECNA, avec leurs coordonnées.

Les agents de sécurité participant aux prestations du présent marché pourront faire l'objet d'un contrôle élémentaire d'acceptabilité au poste, selon des critères établis par l'ASECNA.

Le Prestataire s'engage à remplacer tout agent de propreté qui n'aurait pas été accrédité par l'ASECNA.

Le Prestataire s'engage à assurer en permanence ses prestations avec les agents de propreté accrédités, y compris pendant les périodes estivales et fériées ;

Les agents de sécurité accrédités du Prestataire devront se conformer strictement au règlement de fonctionnement, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur sur le site de l'ASECNA ;

Le port du badge apparent sera obligatoire sur le site pendant toute la durée de la prestation.

Si le Prestataire doit remplacer un de ses agents de sécurité accrédités, il devra au préalable en avertir l'ASECNA, recevoir son approbation et le remplacer par un agent de sécurité accrédité.

Le Prestataire s'engage à informer son personnel du caractère sensible du site, objet de la prestation et l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations qu'il serait amené à connaître.

Le Prestataire s'engage, avant toute prise de fonction, à sensibiliser chacun de ses agents de sécurité sur :

- les mesures de protection à appliquer sur le site ;
- les consignes de sécurité pour l'exercice de son activité.

Durant sa présence à l'ASECNA, le Prestataire s'engage à exiger de ses agents de propreté qu'ils n'accèdent à aucune prestation autre que celles concernées par le présent marché.

L'exécution du marché peut conduire le Prestataire à avoir connaissance d'informations, qui, sans être couvertes par le secret professionnel, doivent rester confidentielles et de ce fait, ne peuvent être rendues publiques.

Aucune publication ou communication écrite ou orale, concernant l'ensemble des prestations et des informations obtenues dans le cadre du marché, ne pourra être faite par le prestataire sans l'accord préalable de l'ASECNA.

1.

Le Prestataire doit sans délai avertir l'ASECNA de toute violation de l'obligation de confidentialité.

La responsabilité du Prestataire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de surveillance de l'accès au site. Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Le Prestataire déclare connaître toutes les contraintes existantes énoncées par ces mesures de sécurité à la date d'application et s'engage à les respecter.

Article 13. Responsabilité de l'ASECNA (CCAG-FCS-Article non prévu)

L'ASECNA garantit le libre accès des locaux à garder aux agents du Prestataire commis pour assurer la sécurité et le gardiennage desdits lieux et installations. Elle est tenue de donner toutes les informations nécessaires au Prestataire pour lui permettre de mener à bien les prestations objet du présent marché.

L'ASECNA s'abstiendra de demander aux agents employés par le Prestataire en service toutes autres servitudes qui pourraient les éloigner de leur poste de travail ou distraire leur attention.

Sur chacun des sites, l'ASECNA mettra à la disposition du Prestataire une guérite ou un abri équipé de mobilier et de toutes les commodités pour le ou les gardiens.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT

Article 14. Montant du marché (CCAG-FCS-Article 11)

Le montant annuel du présent marché est de (.....) **Francs CFA** Hors Taxes et Hors Douanes.

Le montant mensuel à payer au Prestataire est de (.....) **Francs CFA** Hors Taxes et Hors Douanes.

Ces montants mensuels et annuels ont été déterminés de la manière suivante :

SITES	NOMBRE D'AGENTS	COÛT HORAIRE (FCFA)	MONTANT MENSUEL HT-HD (FCFA)
.....
.....
Moyen de – Forfait mensuel		
Montant total mensuel (FCFA)		
Montant total annuel (FCFA)		

Article 15. Adjonction ou diminution des prestations (CCAG-FCS-Article non prévu)

L'ASECNA se réserve le droit d'ajouter ou de supprimer des prestations ou le nombre d'agents de sécurité pendant l'exécution du marché. Il en avisera le Prestataire.

Toutes modifications ou adjonctions de prestations ou du nombre d'agents de sécurité entraînant une variation inférieure à 10% du montant mensuel à payer au Prestataire ne feront pas l'objet d'un avenant.

Au-delà de ce pourcentage, la passation d'un avenant au marché est obligatoire.

La facturation des modifications ou adjonctions de prestations ou du nombre d'agents de sécurité se fera sur la base du bordereau de prix annexé au présent marché.

Article 16. Impôts, droits et taxes (CCAG-FCS-Article 11)

Les prix du présent Marché sont hors droits de douane et taxes de toute nature.

Article 17. Révision des prix (CCAG-FCS-Article 11)

Les prix sont fermes, s'entendent départ usine (EXW) ou DPP, incoterm 2010 et les dispositions de l'Article 11.2 du CCAG ne sont pas applicables.

Article 18. Avance de démarrage (CCAG-FCS-Article 12.1)

Une avance de démarrage égale à 30% du montant du marché (*ou de chaque commande. ou tranche*) peut être versée au Fournisseur sur sa demande expresse au moment de l'ordre de service de notification du marché et contre la production par celui-ci d'une garantie à première demande suivant le modèle établi par l'ASECNA et couvrant le montant total de l'avance.

Le remboursement de l'avance de démarrage commence à partir du premier acompte et doit être terminé quand le montant des prestations atteints 80%. Ce remboursement se fera au prorata des situations présentées.

La garantie afférent à l'avance de démarrage sera libérée au fur et à mesure de son remboursement sur demande du Fournisseur ou au remboursement total.

Article 19. Modalités de règlements – Facturation (CCAG-FCS-Article 12)

Le présent marché fera l'objet de facturation mensuelle qui sera établie à la date du dernier jour du mois d'exécution.

Les factures afférentes au présent marché seront établies en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la raison sociale Prestataire et sa forme juridique ;
- l'adresse commerciale ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce ;
- la domiciliation bancaire ;
- la référence du marché ;
- le décompte des prestations exécutées au cours du mois considéré ;
- le montant mensuel des prestations exécutées au cours du mois considéré ;
- le montant de l'avoir éventuel correspondant aux pénalités du mois précédent à déduire ;
- le montant restant dû après déduction de l'avoir éventuel.

Le Prestataire remet au l'Autorité Contractante ou à son Représentant la facture mensuelle précisant et justifiant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché.

Les paiements au Prestataire seront effectués par virement au crédit du compte ouvert au nom du Prestataire sous les coordonnées ci-après :

Titulaire :
Code Banque :

Code Guichet :
Numéro Compte :
Clé RIB :
Domiciliation :

Article 20. Délai de paiement (CCAG-FCS-Article non prévu)

Les sommes dues en exécution du présent marché seront réglées dans un délai maximal de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de l'apposition du Service Fait par l'ASECNA sur la facture du Prestataire.

Article 21. Intérêts moratoires (CCAG-Article non prévu)

En cas de retard dans les délais de paiement exigibles, les intérêts moratoires sont calculés en appliquant au montant dû au Prestataire, un taux de 0,001% par jour de retard. Si ces retards résultent d'une cause pour laquelle l'ASECNA est habilitée, au titre du Marché, à suspendre les paiements, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

CHAPITRE III : DELAIS

Article 22. Délai d'exécution – Durée du marché (CCAG-FCS-Article 14)

Le présent marché est un marché reconductible.

22.1 – Période initiale

Le présent marché prendra effet à la date fixée dans l'ordre de service de notification du marché et s'exécutera jusqu'au 31 Décembre 2018.

22.2 – Reconduction

Le présent marché pourra être reconduit par période successive d'un (01) an (du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année concernée) pour une durée maximale de cinq (05) ans.

L'ASECNA doit se prononcer par écrit au moins deux (02) mois avant la fin de la durée de validité du marché ; la reconduction du marché est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Le Prestataire peut refuser la reconduction du marché par décision écrite notifiée à l'ASECNA dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de la décision de reconduction. Le Prestataire est réputé avoir accepté la reconduction s'il ne prend aucune décision à l'issue de ce délai.

Il est précisé que si un désaccord sur la reconduction devait survenir, le Prestataire refusant cette reconduction alors que l'ASECNA avait émis le souhait de reconduire le marché, il s'engage à exécuter les prestations commandées sur le présent marché jusqu'à ce que l'ASECNA ait conclu un nouveau marché, sachant que cette période ne devra pas excéder six (06) mois.

En revanche, si l'ASECNA ne souhaitait pas reconduire le marché, le Prestataire ne pourrait élever aucune réclamation à ce sujet, la reconduction n'étant pas obligatoire et laissée à la discrétion de l'ASECNA. Cette reconduction ne saurait permettre de modifier les conditions du marché.

Article 23. Pénalités, primes et retenues (CCAG-FCS-Article 15)

Si le Prestataire ne rectifie pas un défaut dans les délais spécifiés dans la notification de l'ASECNA, celle-ci évaluera le coût de la correction à apporter et fera payer ce coût par le Prestataire, et une pénalité pour défaut de performance sera calculée.

Le montant maximum des pénalités de retard est de quinze pour cent (15%) du Montant du Marché.

L'ASECNA a pour principe de ne pas payer de prime pour avance dans l'exécution.

CHAPITRE IV : EXECUTION – LIVRAISON

Article 20. Modalités d'exécution des prestations (CCAG-FCS-Article 21)

Les prestations à exécuter sont les suivantes :

Au titre du gardiennage

Les responsabilités des agents de sécurité sont les suivantes :

- assurer le contrôle des accès des visiteurs aux locaux et aux installations ;
- consigner dans un registre tous les mouvements de personnel à l'arrivée et au départ ;
- assurer des rondes de sécurité ;
- vérifier la fermeture des portes (intérieures et extérieures), des fenêtres et des éclairages intérieurs ;
- intervenir pour faire cesser le trouble en cas de nuisance sonore ;
- contrôler le badge de passage qui sera présenté à tous les points de contrôle ;
- présenter à l'ASECNA tous les mois, un compte rendu informatique des passages ;
- signaler immédiatement à l'ASECNA, tout événement grave ;
- signaler à l'ASECNA par un courrier spécifique dans les 72 h, tout incident, même réglé par les agents de sécurité ;
- assurer la surveillance générale des installations en vue d'éviter toutes intrusions et atteinte aux personnes et aux biens ;
- assurer l'assistance immédiate sur place en cas d'accident ou d'incident ;
- assurer la surveillance incendie et savoir prendre des initiatives en cas de sinistre;
- effectuer au moins trois (03) rondes par nuit.

Au titre de l'accueil des visiteurs

Certains agents de sécurité pourront être affectés partiellement ou totalement à l'accueil des visiteurs.

Les responsabilités de ces agents chargés de l'accueil sont les suivantes :

- vérifier l'identité des personnes qui pénètrent dans les locaux ;
- avertir les agents de l'ASECNA concernés par l'arrivée du visiteur ;
- répondre aux sollicitations des visiteurs ;
- faire patienter les visiteurs au salon d'accueil ;
- autoriser les visiteurs à pénétrer dans les locaux muni d'un badge « visiteurs » ;
- réceptionner le courrier et les colis livrés directement à l'accueil et avertir les personnes concernées par le courrier et les colis ;
- contrôler le courrier et les colis livrés directement à l'accueil et identifier leur contenu en présence du destinataire ;
- enregistrer le courrier et les colis livrés directement à l'accueil dans un registre avec précision des expéditeurs et des destinataires ;
- signaler tout dysfonctionnement ;
- assurer l'accueil téléphonique durant quelques plages de temps durant la journée ;
- assurer l'assistance immédiate en cas d'accident ou d'incident.

Cette liste des prestations demandées, n'est pas exhaustive, mais indicative.

Article 21. Services connexes (CCAG-FCS-Article 19, 20 et 21)

Les services connexes à fournir sont

CHAPITRE V : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 22. Operations de vérification – Contrôle de qualité (CCAG-FCS - Articles 23, 24, 25 et 26)

Les prestations de service feront l'objet d'opérations de vérifications quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles.

L'Autorité responsable de l'exécution du marché est le Chef du Département Etablissement du Siège.

Le Contrôle et la surveillance des prestations seront exercés à tout moment par les agents du Département Etablissement du Siège, désignés à cet effet.

Le Prestataire sera tenu de mettre à la disposition de l'ASECNA un registre de consignation.

Y seront consignées régulièrement :

- les interventions effectuées par les agents ;
- les incidents ou détails de toute nature relatifs au gardiennage des locaux.

Le Prestataire pourra y consigner les incidents ou observations susceptibles de donner lieu à une réclamation de sa part.

L'ASECNA notifiera au Prestataire tout défaut qu'elle découvrirait. Ces vérifications n'affecteront pas les responsabilités du Prestataire. L'ASECNA pourra instruire le Prestataire de chercher un défaut et de découvrir et de tester tout service qui pourrait, à son avis, présenter un défaut.

Chaque fois qu'une notification de défaut lui sera remise, le Prestataire corrigera le défaut dans les délais spécifiés dans la notification de l'ASECNA.

Article 23. Délai de garantie (CCAG-FCS - Article29)

Sans objet.

CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHÉ

Article 24. Résiliation du marché (CCAG-FCS-Articles 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37)

L'ASECNA peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du Marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du Marché qui en fixe la date d'effet.

Le règlement du Marché est fait alors selon les modalités prévues aux Articles 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37 du CCAG-FCS.

CHAPITRE VII : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Article 25. Règlement des différends (CCAG-FCS – Article 38)

La personne responsable du marché et le Prestataire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation et/ ou à l'exécution du présent marché.

Si un différend survient entre le Prestataire et l'Autorité Contractante, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le Prestataire et le représentant de l'ASECNA, le Prestataire remet au représentant de l'ASECNA, contre décharge, aux fins de transmission au Directeur Général, un mémoire en réclamation comportant les motifs et le montant des réclamations. A peine de forclusion, une copie du mémoire est transmise au Directeur Général de l'ASECNA dans un délai de trente (30) jours à compter de la naissance du litige.

En l'absence de réponse satisfaisante reçue dans un délai de deux (02) mois à partir de la date de réception du mémoire du Prestataire, celui-ci pourrait engager une procédure de règlement à l'amiable.

En cas d'échec de la tentative de règlement à l'amiable, dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de réception du mémoire, le Prestataire pourra user des autres voies de recours prévues par la réglementation en vigueur notamment l'article 86/3 de la Règlementation des Marchés de Toute Nature (RMTN) passée au nom de l'ASECNA adopté par la résolution N° 2013 CA 124-11 du 4 juillet 2013 et conformément aux procédures fixées aux articles 38/5 et 38/6 du CCAG-FCS.

CHAPITRE VIII : REGLEMENTATION ET DROIT APPLICABLES

Article 26. Règlementation applicable

Le présent marché est régi par les dispositions de la Règlementation des Marchés de Toute Nature (RMTN) passés au nom de l'ASECNA adopté par la résolution N° 2013 CA 124-11 du 4 juillet 2013 et leurs textes subséquents notamment par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Prestations de Services.

Article 27. Droit applicable

Sous réserve des dispositions de la RMTN visée à l'article 26 ci-dessus, la loi applicable au présent marché est celle du pays dans lequel les fournitures seront livrées.

CHAPITRE IX : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 28. Prise d’effet du marché

Le présent marché prend effet à la date de sa signature. Le début des prestations est fixé à la date de notification du marché au Prestataire, servant de point de départ du délai d’exécution.

Article 29. Dérogation aux articles du CCAG-FCS (CCAG-FCS – Article 40)

(Optionnel : Indiquer les dérogations aux articles du CCAG-FCS en spécifiant la référence de l’article et le contenu de la dérogation.)

<p><u>Dakar, le.....</u></p> <p><u>Pour le Fournisseur</u>¹</p>	<p>Pour l’ASECNA</p> <hr/> <p><u>Visa du Contrôleur Financier</u></p> <hr/> <p><u>Approuvé le</u></p> <hr/> <p><u>Le Directeur Général de l’ASECNA</u></p>
---	--

¹ Faire précéder la signature de la mention manuscrite « **Lu et Accepté** »

Section VIII : Spécifications de performance et dessins

(Décrire les résultats visés et les objectifs de performance, plutôt que des intrants, dans toute la mesure du possible)

Section IX : Formulaires de marchés

Liste des Formulaires

Acte d’engagement..... 147
Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire) 148
Modèle de garantie de couverture de l’avance de démarrage (garantie bancaire) 149

Notes relatives aux Modèles de formulaires du Marché

L'Acte d'engagement, qui est complété au moment de l'attribution du Marché, doit inclure toutes les corrections ou les modifications apportées à l'offre retenue résultant des corrections des erreurs, de l'actualisation du prix en application, le cas échéant, du fait de la durée de l'évaluation des offres, du choix d'une offre alternative, de l'acceptation de variations jugées acceptables, ou tout autre modification mutuellement acceptable et permise par le Dossier d'Appel d'Offres, tel qu'un changement dans le personnel de cadre, de sous-traitant, du programme d'exécution des travaux, etc.

Les **modèles de garantie de bonne exécution** et de **garantie bancaire de restitution d'avance** ne doivent pas être remplis au moment de la préparation des offres. Seul le Soumissionnaire retenu sera invité à fournir la garantie de bonne exécution et la garantie bancaire de restitution d'avances en conformité avec l'un des modèles présentés dans cette section.

Acte d'engagement

A : *(nom de l'Autorité contractante)*

Je soussigné(e) ... *(nom et titre du titulaire du marché)*., Agissant au nom et pour le compte de ... *(nom Prestataire)*

Inscrit au Registre du Commerce sous le n°

Numéro d'immatriculation à:

Faisant élection de domicile à :

Après avoir examiné toutes les clauses du Marché, et apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature des prestations de *(objet du marché)*,

me soumetts et m'engage à exécuter le marché conformément à ses clauses pour la somme (ferme ou révisable) *(supprimer la mention inutile)* de *(en lettres et en chiffres)* de F CFA Hors taxes et Hors Douanes (HTT).

Je m'engage à commencer et terminer les prestations énumérés dans le marché dans un délai de [jours ou mois] *(supprimer la mention inutile)* à compter de la date de réception de la notification [de l'approbation du Marché / ou de l'ordre de service de commencer les prestations] *(supprimer la mention inutile)*.

Je m'engage en outre, pendant un délai de garantie d'un an à lever et à procéder aux réparations des malfaçons éventuelles.

Je garantis l'ASECNA contre toute poursuite éventuelle pouvant résulter de l'application de procédés couverts par des brevets d'invention.

Les sommes qui me seront dues pour l'exécution du présent marché feront l'objet de virements au compte bancaire n°..... ouvert au nom de à la Banque selon les modalités suivantes : *(écrire les modalités de paiement prévues dans le marché)*

Fait à, le

SIGNATURE ET CACHET DU TITULAIRE

ENTETE DE LA BANQUE

Modèle de garantie de bonne exécution (garantie bancaire)

Date : _____

AO n°: _____

_____ [*nom de la banque et adresse de la banque d'émission*]

Bénéficiaire : _____ [*nom et adresse de l'ASECNA*]

Date : _____

Garantie de bonne exécution no. : _____

Nous avons été informés que _____ [*nom du Prestataire*] (ci-après dénommé « le Fournisseur ») a conclu avec vous le Marché no. _____ en date du _____ pour la fourniture de _____ [*description des équipements et installations*] (ci-après dénommée « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'une garantie de bonne exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Prestataire, nous _____ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de _____ [*insérer la somme en chiffres*] _____ [*insérer la somme en lettres*]². Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire ne se conforme pas aux conditions du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant indiqué dans votre demande.

La présente garantie est valable jusqu'à la réception provisoire des équipements et installations, qui sera matérialisé par un procès-verbal d'admission.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 20(a)(ii) qui est exclu par la présente.

[signature]

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

En date du _____ jour de _____.

² Le Garant doit insérer un montant représentant le montant ou le pourcentage mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par l'ASECNA.

ENTETE DE LA BANQUE

Modèle de garantie de couverture de l'avance de démarrage (garantie bancaire)

Date : _____

AO n° : _____

_____ *[nom de la banque et adresse de la banque d'émission]*

Bénéficiaire : _____ *[nom et adresse de l'ASECNA]*

Date : _____

Garantie de couverture d'avance no. : _____

Nous avons été informés que _____ *[nom du Prestataire]* (ci-après dénommé « le Prestataire ») a conclu avec vous le Marché no. _____ en date du _____ pour la fourniture de _____ *[description des prestations]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu'en vertu des conditions du Marché, une avance d'un montant de _____ *[insérer la somme en chiffres]* _____ *[insérer la somme en lettres]* est versée contre une garantie de restitution d'avance.

Attendu de ce qui est rappelé ci-dessus, que nous avons convenu de garantir le remboursement de l'avance de démarrage consentie au Prestataire ;

Nous affirmons par la présente nous porter de façon inconditionnelle et irrévocable obligataire principal et pas seulement en tant que garant, à l'égard de [*nom de l'autorité contractante*], d'une somme de [*montant de la garantie égale à cent pour cent (100%) du montant de l'avance de démarrage consentie.*

En conséquence, nous nous engageons à payer, dès votre première demande, sans droit d'objection de notre part, toutes les sommes dues dans la limite de [*montant de la garantie*] précédemment stipulé.

La présente garantie entre en vigueur à la date de sa signature.

La présente garantie fera l'objet d'une main levée partielle et reste valable jusqu'au paiement total des montants garantis.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758.

Signature

Note : Dans tout le document, les textes en italiques doivent être retiré du document final ; il sont fournis à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du DAO.

Modèle de mandat pour assister à l'ouverture des plis

Le mandat doit être présenté en utilisant le papier à en-tête indiquant le nom complet et l'adresse du Soumissionnaire.

....., le.....

MANDAT POUR ASSISTER A L'OUVERTURE DES PLIS

Je, soussigné M..... agissant en
qualité de au nom et pour le
compte de la société (ou entreprise)
donne mandat à M..... pour assister à la séance d'ouverture des plis reçus
dans le cadre de l'appel d'offres N°.....

Le Mandant